JEAN BÉLIVEAU Une rue pour commémorer son décès *Page 9*

DANSE Intégrer tous les handicaps *Page 10*

L'Atelier

À l'oeuvre pour l'information

NUMÉRO 2 MERCREDI 2 DÉCEMBRE 2015 RECYCLEZ S.V.P.

LUTTE À LA PAUVRETÉ

Le dernier rempart s'écroule

TITOUAN MOAL

Le mois de décembre est synonyme de dépenses accrues pour les familles québécoises. Dans cette période d'austérité, beaucoup se serrent la ceinture et le nombre de personnes faisant appel à l'aide du milieu communautaire augmente. Pourtant, eux aussi sont touchés de plein fouet par les restrictions budgétaires gouvernementales et n'auront pas l'occasion de fêter fort cette année.

Combien d'argent a été coupé dans le milieu communautaire? Impossible de répondre. Tous s'entendent pour dire que si la vie n'était déjà pas facile avant les mesures d'austérité du gouvernement Couillard, celles-ci la rendent impossible. En effet, tous sont touchés par ce manque de financement.

«*Diminution des heures d'ouverture, diminution du personnel qualifié, diminution de l'éventail des offres que propose l'organisme, coupe dans la qualité des services, [...] j'ai du faire des rationalisations partout. Il n'y a plus de superflu*», raconte la directrice de l'Approche sécurisante des Polytoxicomanes Anonymes (ASPA), Caroline Fortin. Cette organisation qui dépend du financement du ministère de la Santé et des Services sociaux est à la limite de fermer ses portes.

Bruno Laprade, agent de communication pour le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) ajoute que «cinq ou six groupes ont fermé dans la dernière année», sur les 300 organismes que réunit le RIOCM.

D'autres organismes qui ne dépendent pas directement du financement public se retrouvent eux aussi touchés. C'est le cas de Moisson Montréal qui récupère des denrées alimentaires afin de les distribuer à 250 groupes de l'île de Montréal.

VOIR EN PAGE 12 : **COMMUNAUTAIRE**

Aujourd'hui

Actualités> **Les banques alimentaires** dépassées *Page 3*

Politique> **Nouvelle taxe** sur l'utilisation de Airbnb *Page 6*

International> **L'Allemagne** se joint au combat contre l'EI *Page 7*

Économie> **Bénéfices** pour les banques BMO et Scotia *Page 8*

OXFAM INTERNATIONAL FLICKR

La France promet 2,8 G$ pour contrer les changements climatiques en Afrique.

Le sommet de Paris est «bien parti», dit Hollande

VINCENT LARIN

«*Cela va être difficile, mais nous allons réussir*», a proclamé le président américain Barack Obama, mardi, à l'occasion de l'ouverture de la 21e conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques (COP21) en banlieue de Paris.

«*Amener 200 nations à se mettre d'accord sur quoi que ce soit est difficile*», a nuancé Obama, soulignant que la lutte contre le réchauffement climatique était un impératif pour l'économie et la sécurité.

Cet avertissement a encore accru la pression sur les négociateurs de l'ONU réunis au Bourget, près de Paris. Le président de la conférence, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius les a exhortés à travailler d'arrache-pied à la reprise des discussions. «*Il faut avancer sur le fond et la substance de façon à respecter le mandat extrêmement fort donné lundi par quelque 150 chefs d'État et de gouvernement*», a déclaré celui-ci, alors que les précédentes sessions de discussions n'ont guère permis de progrès.

De passage au site du Bourget, mardi, le président français François Hollande a qualifié de «*bien partie*» la conférence entamée la veille. Ce dernier a toutefois repéré deux écueils aux négociations. «*Soit on charge la barque et elle coule, soit on l'allège et elle ne va nulle part. Il faut que ce soit une embarcation qui fait que le monde avance pour les prochaines années avec un horizon, un cap et des moyens d'être sûrs d'arriver à moins de deux degrés de réchauffement*», a-t-il expliqué.

Des milliards pour l'Afrique

Devant un parterre de dirigeants africains, François Hollande a promis 2,8 milliards de dollars pour aider l'Afrique à se doter de sources d'énergies renouvelables. L'annonce a eu lieu à l'occasion du sommet «Défi climatique, solutions africaines», sorte de conférence

VOIR EN PAGE 12 : **SOMMET DE PARIS**

Douche froide sur une loi phare

La Cour supérieure suspend l'aide à mourir

ALEXANDRE GRATON

Le 5 juin 2014, le projet de loi 52 est adopté à l'Assemblée nationale du Québec, après quelques années de discussions et de consultations. La loi controversée était censée entrer en vigueur le 10 décembre, mais la Cour supérieure du Québec a rejeté l'application de certains articles de la Loi. *L'Atelier* s'est entretenu avec le vice-président de l'Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité (AQDMD), le Dr Marcel Boulanger, qui affirme que l'on pourrait qualifier la situation actuelle de «*poutine juridique*».

«*Rappelons-nous très clairement que l'aide médicale à mourir, c'est un soin de santé. Dans le jugement, on fait un parallèle beaucoup trop étroit avec l'euthanasie*», a clamé la ministre de la Justice du Québec Stéphanie Vallée, qui va dans le même sens que son gouvernement qui a décidé d'aller en appel. La porte-parole péquiste Véronique Hivon défend avec ferveur la véracité et la crédibilité de la Loi, qui est selon elle une «*loi-école*» pour l'ensemble des provinces canadiennes. «*Notre loi, elle est en elle-même tout à fait valide, parce qu'elle est basée sur un continuum de soins. Elle est donc clairement dans notre compétence en matière de santé*», a défendu Madame Hivon.

«*D'une certaine façon, ça ne nous étonne pas. Ça devient un débat strictement juridique pour le moment*, soutient le Dr Marcel Boulanger, au nom de l'AQDMD. *La loi sur le code criminel n'a pas encore été corrigée par le gouvernement, sous l'ordre de la Cour suprême. L'article du Code criminel demeure en force et il a préséance sur la loi québécoise qui autoriserait pourtant le droit à mourir dans la dignité*». Rappelons que le 6 février 2014, le jugement de la Cour suprême avait approuvé le projet de loi 52, mais donnait un délai d'un an aux instances gouvernementales pour modifier leurs lois.

Une Loi «non partisane»

Véronique Hivon, considérée comme la «*mère*» de cette loi, après avoir mené la vaste consultation qui l'a précédée, s'est dite «*choquée*» par le jugement de la Cour supérieure. Gaétan Barrette a ajouté mardi que le tribunal va «*à l'encontre de la volonté de la population du Québec qui s'est clairement exprimée par un consensus de l'Assemblée nationale de tous les partis politiques*». À l'été 2014, le projet de loi 52 avait été adopté en Chambre par 94 voix contre 22.

VOIR EN PAGE 12 : **AIDE À MOURIR**

PIXABAY.COM

Québec portera le jugement en appel.

ACTUALITÉS

GRANDE GUIGNOLÉE DES MÉDIAS

Les banques alimentaires aident de plus en plus de familles

SABRINA ROY

De plus en plus de travailleurs font appel aux banques alimentaires au Québec, alors que la somme de dons en argent amassée chaque année est en baisse. C'est ce que constatent les organisateurs et les organismes bénéficiaires de la 15e grande guignolée des médias qui se tiendra jeudi sous le thème «*Le visage de la pauvreté change*».

«*Nous vivons une situation critique cette année. On a une augmentation du nombre de personnes qui ont recours aux banques alimentaires*, fait remarquer Anne Dongeois, coordonnatrice aux communications de la grande guignolée des médias. *Ça touche les gens qui sont assistés par le bien-être social, mais aussi les travailleurs et les familles.*» Ce phénomène est encore nouveau au Québec.

«*Aujourd'hui, 10 % de la clientèle des banques alimentaires a un revenu d'emploi. C'était seulement 1 % il y a dix ans*, précise Claire Raymond, directrice générale de Moisson sud-ouest.

Il y a encore beaucoup d'idées préconçues et des préjugés.» Un point de vue partagé par Julie Bourbonnière, directrice des communications à Moisson Montréal. «*Tout le monde a sa petite idée de la pauvreté. Pourtant, on voit que ça touche de plus en plus d'étudiants et de personnes âgées.*»

CARINE FORTIN L'ATELIER

Plus d'un Québécois sur trois vit d'un chèque de paie à l'autre sans pouvoir faire des réserves, selon la grande guignolée des médias.

Dons en baisse

Selon Claire Raymond, la décroissance des donations de la grande guignolée des médias depuis 2012 est une conséquence directe du climat économique du Québec. «*Si les salaires et les emplois disponibles baissent, les gens sont moins portés à donner.*» Pendant le temps des fêtes, la population est également énormément sollicitée à donner. «*Les gens sont interpellés par de plus en plus de causes*, constate Julie Bourbonnière. *Ils ne peuvent pas être partout à la fois.*»

S'ils ne veulent pas chiffrer leurs objectifs, les organisateurs de la grande guignolée des médias comptent tout de même amasser autant d'argent que l'année dernière, où la somme de 2 479 577 $ avait été recueillie. Pour la 15e guignolée des médias, des mesures ont été mises en place afin d'amasser le plus de dons possible. «*Il faut faire preuve d'originalité. Cette année, nous avons perfectionné la façon de donner en ligne. Nous faisons aussi davantage de sensibilisation auprès de la population*, indique Anne Dongeois. *Les bénévoles, les porte-paroles et les médias font tout en leur possible cette année pour donner un grand coup. Tout le monde est au rendez-vous.*»

L'Atelier

GRÈVE CONTRE L'AUSTRITÉ

Attentes élevées du MÉPACQ

AIMÉE LEMIEUX

Un mois après les mobilisations massives du 2 et 3 novembre, les groupes communautaires du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) se rassemblent à nouveau, mercredi, sous la bannière des revendications contre l'austérité du gouvernement libéral. Une grève simultanée dans plusieurs régions du Québec dont l'ardeur n'est pas prête d'être affaiblie.

Les revendications sont claires: le MÉPACQ et ses groupes communautaires demandent une plus grande autonomie et une plus grande reconnaissance de leur travail, la fin des compressions budgétaires ainsi qu'un réinvestissement majeur dans les programmes sociaux. Pourtant, le gouvernement tarde toujours à agir, souligne Josi-Anne Bonneau du MÉPAC Saguenay-Lac-Saint-Jean.

«*Rien n'a changé. Depuis plusieurs mois, la réponse du gouvernement libéral est la même: l'impasse persiste aux tables de négociations*», déplore Josi-Anne, découragée du manque d'initiative.

Montréal, habituellement chef de file en matière de revendications sociales, se retrouve aujourd'hui en arrière-plan: aucune mobilisation n'est organisée. En régions, les noyaux militants sont très forts, explique Josi-Anne. Les syndicats, les étudiants et les groupes communautaires participent tous activement aux actions collectives. «*Les enjeux sont poignants et nous rassemblent*», renchérit-elle.

Jean-Yves Janette de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP Montréal) explique que la période des fêtes est déstabilisante pour les gens vulnérables, c'est-à-dire les personnes seules ou en situation de précarité, et qu'en ce sens, la difficulté de mobiliser les groupes est d'autant plus grande. «*Tout le monde est occupé. Les fêtes de Noël commencent et ce n'est pas le moment de trop solliciter les groupes communautaires. Les revendications du 2-3 novembre ont été assez importantes. Nous voulons donner un souffle aux groupes avant de reprendre les mobilisations en janvier*», lance-t-il.

Somme toute, Jean-Yves Janette insiste sur l'action du 15 décembre, la Parade des Vulnérables, pour donner un souffle d'actions communautaires à Montréal. «*Plusieurs organismes communautaires sont invités, y compris les regroupements nationaux, et la marche représentera le point final de l'année de mobilisation. Nous ne passerons pas sous silence*», assure M. Janette.

L'Atelier

MILIEU COMMUNAUTAIRE

On craint la privatisation de la lutte à la pauvreté

ARIANE LABRÈCHE

À l'approche des grandes guignolées, des organismes dénoncent la place de plus en plus importante que prend la philanthropie dans l'aide communautaire.

Dans une lettre adressée au CA de Radio-Canada le 5 octobre, la présidente du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), Claudelle Cyr, dénonce la décision du diffuseur de supporter la guignolée de la Fondation du Dr Julien.

«*Si au début de leur existence, ces centres avaient besoin d'un soutien financier pour prendre leur envol, la situation a radicalement changé depuis*», explique-t-elle. La directrice souligne les 20 millions $ qu'investira le gouvernement provincial dans la fondation entre 2016 et 2020.

Cet investissement semble pourtant tout à fait légitime aux yeux du directeur du Centre québécois de philanthropie, Pierre Provencher. «*Qui peut être contre ça? On connaît l'honnêteté et le travail extraordinaire que fait le Dr Julien*», martèle-t-il.

Les nombreuses guignolées à venir relancent le débat quant à la place que devrait occuper la philanthropie dans l'aide communautaire au Québec.

Profiter des dons

«*On ne veut pas que l'État se désengage et se tourne vers l'économie sociale, car il est le seul qui peut soutenir des organismes qui travaillent avec des causes moins populaires, comme le travail du sexe ou les toxicomanes*», souligne l'agent de communication du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), Bruno Laprade. Selon lui, les fondations profitent aux plus riches. «*Elles vont chercher des dons parmi les plus nantis, qui s'en servent pour avoir des crédits d'impôt, au moment même où la classe moyenne est plus taxée que jamais*», dénonce-t-il.

Québec investira 20 millions $ dans la fondation du Dr Julien

Le Projet impact-collectif (PIC) de Centraide, soutenu par cinq fondations privées et qui investira 17 millions $ sur cinq ans dans le développement social dans plusieurs quartiers de Montréal, est une des initiatives qui inquiète les organismes. «*Les fondations peuvent dicter un agenda à travers leurs dons*», soulève Bruno Laprade. Plusieurs craignent que l'État se désengage des programmes sociaux et laissent les fondations pallier à cette baisse de subventions. «*Sommes-nous en train d'assister à une privatisation de la lutte à la pauvreté? À une augmentation de la place de la philanthropie pour pallier le désengagement de l'État?*», questionne Sébastien Rivard, porte-parole du RIOCM, dans un communiqué.

Pierre Provencher croit au contraire que les fondations sont les mieux placées pour savoir dans quels enjeux investir. «*Qui connaît le plus les besoins, les fonctionnaires ou les gens du milieu?*», souligne-t-il.Les organismes peuvent toutefois se consoler en prévision du mois de décembre, celui où ils reçoivent le plus de dons chaque année.

L'Atelier

Ligne de piquetage devant l'Institut Philippe-Pinel

42 minutes de grève pour une augmentation de salaire décente

MARIANE LAJOIE

Les psychologues et criminologues de l'Institut Philippe-Pinel de Montréal ont fait la grève pendant 42 minutes mardi, car ils désirent être payés à la hauteur de la qualité de leur travail.

Ces membres du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) étaient une cinquantaine, devant leur Institut, entre 11h18 et midi, hier. Puisqu'ils offrent des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, ils n'étaient autorisés qu'à débrayer pendant 10% de leur journée de travail, et ce, en restant toujours disponibles, en cas d'urgence. Concrètement, le SPGQ demande de faire passer leur semaine de travail de 35 à 40 heures. « *On fait minimum 2h30 de bénévolat par semaine. On a des pauses de 15 minutes, qu'on n'a jamais le temps de prendre. On n'est pas payé sur l'heure du dîner, mais on est toujours de garde. On peut être continuellement sollicité*», déplore le criminologue Alexandre Nicole, entre deux slogans « *Barrette, Barrette sors de ta cachette!*» criés avec ses collègues. De plus, selon le criminologue, ses collègues et lui ont de conditions de travail inacceptables. «*Je ne trouve pas normal que mon salaire soit 5% moindre que ceux des travailleurs sociaux.*»

«Barrette, Barrette, sors de ta cachette!» scandaient les manifestants.

Le président du SPGQ Richard Perron s'est insurgé à ce sujet dans un communiqué, lundi. «*Comment des professionnels titulaires de maîtrises et de doctorats peuvent-ils accepter d'être traités ainsi ? Leur travail en institut psychiatrique est essentiel à la société québécoise et voilà que le gouvernement veut faire des économies de bouts de chandelle en ignorant leurs demandes!*» Pour les psychologues et criminologues de l'Institut Philippe-Pinel, il s'agissait d'une première expérience de manifestation. Ils attendent depuis 2005 l'équité salariale qui leur est promise par le gouvernement provincial. «*Notre piquetage, c'est plus symbolique qu'autre chose. On est conscient qu'il en faudra plus pour faire bouger les choses*», admet Gilbert Desmarais, neuropsychologue de Philippe-Pinel.

Le SPGQ regroupe près de 25 500 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

L'Atelier

MARIANE LAJOIE L'ATELIER

Les employés ont affronté le froid pour revendiquer de meilleures conditions de travail.

ACTUALITÉS

OLÉODUC ENBRIDGE

Trop tard pour les municipalités

MARILOU HARVEY

Il est minuit moins cinq pour les municipalités qui s'opposaient au projet d'inversion du flux de pétrole dans la ligne 9B de l'oléoduc Enbridge puisque la mise en service a commencé lundi. Elles espèrent tout de même que leurs préoccupations en matière de sécurité seront entendues par la compagnie.

C'est le cas pour les municipalités regroupées sous la MRC Vaudreuil-Soulanges qui déplorent le manque de collaboration avec les instances municipales pour prévoir les risques de déversement. *«Les actions pour interrompre le projet de renversement sont vaines, mais il reste toujours la question de sécurité. Depuis plus de deux ans, nous demandons à Enbridge de rencontrer les pompiers de notre territoire pour prévoir un véritable plan d'urgence ou, au moins, nous donner des temps de réponse en cas de déversement, mais toujours rien. Nous sommes encore très inquiets pour la sécurité de nos résidents et les prises d'eau potable»*, explique Simon Richard, conseiller en communication de la MRC Vaudreuil-Soulanges.

«Nous attendons toujours des nouvelles d'Enbridge pour discuter de la validité des tests hydrostatiques. Nos ingénieurs ont contesté les résultats pour plusieurs raisons notamment la force de l'eau qui n'était pas représentative», affirme M. Richard.

L'Office national de l'énergie (ONE) a donné le feu vert à Enbridge au mois d'octobre dernier, après que les tests hydrostatiques se soient avérés convaincants.

L'examen hydrostatique consiste à envoyer de l'eau sous haute pression pour évaluer l'étanchéité de la canalisation. *«Les résultats concluants de ces essais ont renouvelé notre confiance à l'égard de l'intégrité du pipeline et nous assurent que la canalisation pouvait être mise en service en toute sécurité»*, a affirmé l'ONE par voie de communiqué.

Enbridge a annoncé que la canalisation sera en service à débit normal d'ici la fin 2015. *«Vous pourrez assister à une augmentation de la surveillance aérienne le long du pipeline alors que nous nous préparerons à acheminer le produit chez nos clients»*, écrit-elle.

L'Atelier

#MARDIJEDONNE

Les Québécois sont moins généreux

JUSTINE DE L'ÉGLISE

Le Québec fait pâle figure dans le paysage canadien de la philanthropie, affichant un taux de donation médian de 130 $ par habitant, soit le plus bas au pays. À l'occasion de la journée Mardi je donne, certains organismes tentent de renverser la vapeur en faisant la promotion de la charité et de l'implication bénévole.

Santropol Roulant profite de la proclamée journée du don pour éduquer la population à l'importance de soutenir les organismes de bienfaisance, que ce soit en dons d'argent, de temps ou de biens. Une sensibilisation qu'ils jugent nécessaire, puisque Statistiques Canada indique également que les Québécois sont bons derniers en termes de bénévolat, en ne donnant en moyenne que 123 heures de leur temps par année, comparativement aux chefs de file néo-écossais et néo-brunswickois, qui s'impliquent respectivement 181 et 180 heures par an.

«Les gens sont surpris. Ça ne convient pas nécessairement avec l'image que les gens ont du Québec», lance Niamh Leonard, directrice du développement de l'organisme communautaire Santropol Roulant. Elle ajoute que les valeurs québécoises ne sont pas au cœur du problème. *«Les gens sont généreux. Il y a de l'enthousiasme. Il faut juste leur donner le matériel pour qu'ils veuillent s'impliquer»*, soutient-elle. Depuis qu'elle a pris connaissance de ces données, Niamh Leonard informe au mieux son entourage. *«Ça motive les gens à s'impliquer. Les gens disent qu'ils font en faire plus, qu'il faut changer ça»*, rapporte-t-elle.

Mardi populaire

Réplique directe au Vendredi fou et au Cyberlundi, qui génèrent tous deux des revenus de plusieurs milliards de dollars chaque année, le Mardi je donne connaît une constante progression depuis son implantation au Canada en 2013. *«On avait 1200 partenaires la première année, alors qu'on s'attendait à une centaine. En 2014, on était au-dessus de 3000. Cette année, on a plus de 4600 partenaires»*, énonce fièrement la présidente de DONN3 et organisatrice de Mardi je donne, Lys Hugessen.

«Ce n'est pas très répandu au Québec encore, c'est surtout populaire au Canada anglais, précise la directrice du développement et des communications pour Dans la rue, Dorothy Massimo. Nous, on a eu des échos, et on a décidé de se lancer». L'organisme a notamment fait des vidéos avec Bob le chef pour tenter de populariser en terre québécoise la proclamée journée nationale du don. «*C'est grâce à lui si on a dépassé notre objectif l'an dernier*», assure-t-elle.

Dorothy Massimo espère que la popularité du Vendredi fou et du Cyberlundi va permettre de faire mousser l'événement caritatif. *«J'aimerais bien penser que les gens puissent s'arrêter et penser à ces montants dépensés, et se demander qu'est-ce que ça pourrait leur faire de bien, aux plus démunis, si on les aidait»*, explique-t-elle.

L'Atelier

COUPES EN ÉDUCATION

Le mouvement des chaînes humaines s'essoufle

ISABELLE LANGLOIS

Le nombre d'écoles participantes à la formation de chaînes humaines dans le cadre du mouvement «Je protège mon école publique» (JPMEP) a chuté de 300 à 63 mardi. De ces écoles, certaines ont reçu l'appui d'un nombre réduit de militants comme l'établissement Jeanne-Mance où seulement deux personnes ont manifesté. La présidente du Comité de participation des enseignantes et des enseignants aux politiques de l'école, Annie Pelletier, s'est dite gênée de la faible participation. *«Normalement, on est plus d'une vingtaine de personnes avec des pancartes.»* Elle n'a pas voulu sortir de son sac les instruments de musique qu'elle avait apportés.

Le regroupement JPMEP a invité les citoyens à se rassembler chaque premier jour du mois depuis le mois de mai pour dénoncer les compressions dans le réseau de l'éducation primaire et secondaire au Québec. Lors du dernier rassemblement, le mouvement a comptabilisé plus de 20 000 participants à travers la province. Il se refuse à dévoiler le total de participants de ce 6e regroupement. *«Ça ne remplit pas du tout nos attentes,* a avoué la porte-parole du regroupement JPMEP Pascale Grignon. *À l'école Saint-Jean-de-Brébeuf, 200 personnes ont formé une chaîne humaine, mais on sait que certaines écoles confirmées n'ont pas eu de mobilisation au final.»* Elle se réjouit toutefois de l'implication des péquistes Pierre-Karl Péladeau, Alexandre Cloutier et Agnès Malais qui ont soutenu l'école primaire Sacré-Cœur hier matin.

Selon Pascale Grignon, cette journée n'est pas représentative du mouvement. *«Au départ, l'événement n'avait pas lieu en raison de la grève générale des employés de l'État. Il a été officialisé il y a 10 jours à peine suite à l'annulation de la grève. Nous n'avons pas été en mesure de diffuser l'information comme nous le faisons normalement.»* Elle évoque également le nombre élevé d'appels à la mobilisation des dernières semaines. *«Il y a beaucoup d'activités en peu de temps pour les militants comme la manifestation du 20 novembre devant l'Assemblée nationale. C'est beaucoup d'actions consécutives pour les citoyens»*, conclut-elle.

JEAN-PHILIPPE PROULX L'ATELIER

Des gens de l'UQAM ont participé au mouvement pour la première fois.

D'autres moyens

La porte-parole de la coalition des parents pour l'école publique Ève Kirlin estime que les chaînes humaines devront disparaître. *«On compte mettre sur pied plusieurs autres activités de mobilisation. On ne manque pas d'imagination!»* L'objectif pour regroupement JPMEP est de réduire leur présence dans leur milieu pour augmenter celle à l'Assemblée nationale. Elle donne l'exemple de la Coalition des parents d'enfants à besoins particuliers. *«Les membres de la Coalition ont invité les élèves à écrire une lettre au père Noël Blais pour souhaiter de ne plus subir les conséquences des compressions.»* Le comité de parents de St-Hyacinthe a pour sa part lancé une nouvelle campagne hier. *«Les élèves, les parents, les professeurs et tout le personnel sont invités à prendre une photo d'eux la main levée et à la publier sur les réseaux»*, souligne Ève Kirlin.

Dans le milieu universitaire, l'Association des étudiantes et des étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) s'est jointe au mouvement pour la première fois mardi. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées à la Place Pasteur pour l'occasion. «*Puisque plusieurs membres de l'association deviendront des professeurs, on s'est dit qu'on devrait montrer notre soutien en faisant nous aussi une action*», mentionne le responsable aux affaires externes de l'ADEESE Xavier Dandavino.

Une manifestante et coordonnatrice à la Faculté des sciences de l'UQAM Marie Lusignan n'a pas compris que l'ADEESE s'occupe d'organiser le rassemblement. *«C'est gênant que ça soit encore les élèves et non l'administration de l'UQAM ou les professeurs qui prennent cette initiative*, déplore-t-elle. *Les compressions du gouvernement Couillard touchent tout le monde et aussi les universités.»*

L'Atelier

LAC-MÉGANTIC

Le procès reporté

La cause des trois hommes accusés de négligence criminelle ayant causé la mort dans la tragédie de Lac-Mégantic a été reportée au 4 avril. La date réelle du début du procès devrait être fixée à ce moment, a indiqué mardi Jean-Pascal Boucher, porte-parole du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

La Couronne en a profité pour revenir sur sa décision de tenir le procès dans une autre région afin de faciliter la sélection de jurés bilingues. Elle désire maintenant que le procès ait lieu dans la ville où les événements se sont produits.

Le chef de train Tom Harding, le contrôleur de trafic ferroviaire Richard Labrie, le directeur des activités ferroviaires de la MMA Jean Demaître, et le défunt transporteur Montreal Maine and Atlantic ont tous plaidé non coupables aux 47 chefs d'accusation de négligence criminelle ayant causé la mort. La peine maximale pour un tel chef d'accusation est la prison à perpétuité. Le déraillement du convoi pétrolier, survenu le 6 juillet 2013, a coûté la vie à 47 personnes.

L'Atelier avec La Presse canadiene

LA PRESSE CANADIENNE

Tom Harding, Jean Demaître et Richard Labrie lors de leur comparution le 13 mai 2014.

L'UPA mise sur les alliances

Alors qu'aucun secteur au sein de la stratégie gouvernementale du Québec ne génère autant de retombées que l'agroalimentaire, l'Union des producteurs agricoles (UPA) déplore le manque d'investissement du gouvernement Couillard lors de la première journée de leur 91e Congrès annuel. «*L'agriculture et la transformation alimentaire doivent avoir leur place dans le Plan économique du gouvernement du Québec, comme c'est le cas en Ontario*»,a affirmé le président. Il rappelle que les secteurs agricole et agroalimentaire ont généré des ventes respectives de 8 et 24 milliards $ en 2014, en plus de représenter quelque 200 000 emplois directs et indirects.

L'Atelier L.C.

Guy Turcotte en attente d'un verdict

Deuxième journée de délibération au procès de Guy Turcotte pour le jury qui déterminera si l'ex-cardiologue est criminellement responsable du meurtre de ses deux enfants en 2009. Le juge André Vincent de la Cour Supérieure du Québec a mis en confinement, lundi, les 11 jurys jusqu'à ce qu'un verdict unanime advienne. Dans le cas du précédent procès de Guy Turcotte, le jury avait pris 6 jours pour délibérer.La délibération du jury est un élément clé du procès en cours. C'est précisément dû à des erreurs de droit de la part du juge Marc David dans ses directives au jury lors du procès de 2011 que la Cour d'appel a demandé la tenue d'un nouveau procès.

Le juge Vincent a expliqué les quatre jugements possibles. Turcotte peut être reconnu non criminellement responsable pour cause de troubles mentaux; coupable de meurtres prémédités; coupable de meurtres non prémédités ou coupable d'homicides involontaires.

L'Atelier M.-J.P.C.

Kidnapping interrompu

Deux policiers de Beloeil ont sauvé par pur hasard une femme ligotée, disparue depuis lundi, à Montréal. Une simple infraction au code de la sécurité routière s'est transformée, mardi matin, en courte poursuite policière qui s'est terminée lorsque le conducteur a percuté un arbre en tentant de semer les agents. Les policiers, qui croyaient avoir affaire à une délinquance de la route, ont retrouvé la femme de 25 ans portée disparue, nécessitant des soins médicaux, à l'intérieur du véhicule. La victime a été transportée à l'hôpital, mais on ne craint pas pour sa vie. Le conducteur, un homme dans la vingtaine, a été mis en état d'arrestation. Selon les policiers, tout indique que la femme aurait été enlevée. Les enquêteurs comptent faire la lumière sur ce mystérieux enlèvement dès que la jeune femme sera en état de témoigner.

L'Atelier I.B.

ACTUALITÉS

AUSTÉRITÉ

Le Service des incendies de Montréal supprime 11 postes

ANNE-CHARLOTTE DESJARDINS LOPEZ

L'Association des Pompiers de Montréal (APM) a vivement dénoncé les compressions budgétaires imposées par l'administration municipale au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) hier, à la suite de l'annonce de l'abolition de 11 postes au Service des incendies dès le 1er février 2016.

Le président de l'APM, Ronald Martin, dit ne pas du tout comprendre cette abolition soudaine de 11 postes, à un moment où l'administration Coderre affirme prévoir un surplus budgétaire de 86 millions $ présenté le 25 novembre dernier au comité exécutif de la ville de Montréal.

Le leader syndical s'insurge du fait que ces abolitions surviennent alors que la Ville augmente de trois postes l'équipe de cadres du Service d'Incendie de Montréal, soit deux ressources supplémentaires en gestion et une autre comme cadre-conseil. *«Ce sont des coupes de postes inacceptables que l'on tente de faire accepter sous prétexte d'optimisation et de rationalisation. Ce sont des concepts administratifs développés essentiellement pour mieux faire avaler les coupes»,* a dit le président Ronald Martin. Ce dernier dit s'interroger sur les impacts réels de ces compressions, sur l'efficacité du service et sur la performance de celui-ci.

JEAN-PHILIPPE PROULX L'ATELIER

La caserne de pompiers numéro 30 sur la rue Laurier

Des coupes illogiques

Alexandre Dumas, responsable des communications de l'APM, explique que *«pour l'Association, cela devient scandaleux, voire même incestueux, de rémunérer un poste contractuel à 1 800 $ par jour, ou 110 000 $ pour trois mois, à l'ancien sous-ministre fédéral Michel Dorais qui a servi sous Denis Coderre, et ce, aux seules fins de coordonner des groupes communautaires qui œuvreront à l'accueil des réfugiés syriens qui seront dirigés vers la métropole»*.

Alexandre Dumas ajoute que *«par-delà la question logistique, il faut comprendre que ce sont 11 postes de recrues du SIM qui seront ainsi enlevés du plan d'embauche et de remplacement des départs à la retraite, et ce, à long terme»*, a-t-il poursuivi en dénonçant du même coup les dommages collatéraux causés à ceux qui occupaient ces postes depuis plusieurs années.

Le président de l'Association des Pompiers de Montréal a conclu en disant espérer que le Service de sécurité incendie saura tout mettre en œuvre pour minimiser les impacts de cette réorientation auprès du personnel directement touché par ces mesures.

L'Atelier

Un contrebandier passe à la douane et se fait réclamer un million

Plus importante saisie de tabac en 2015

CATHERINE LAMOTHE

Après avoir transporté illégalement plusieurs tonnes de tabac brut, un homme a été condamné à verser un million de dollars dans un délai de 30 mois, a révélé Revenu Québec dans un communiqué.

Résident de McMasterville, Jean-François Beaulieu n'était pas inscrit aux fichiers de Revenu Québec et ne possédait aucun des permis requis par la Loi concernant l'impôt sur le tabac. Il a été arrêté par les douaniers canadiens alors qu'il tentait de passer le poste frontalier de St-Armand, en novembre 2013. Les autorités ont alors découvert 14 369,5 kg de tabac à l'intérieur de son véhicule. *«On parle d'un cas majeur, l'un des plus importants qu'on a eu cette année en matière de contrebande»*, note la porte-parole de Revenu Québec, Geneviève Laurier.

L'homme a reconnu sa culpabilité et a été condamné par la juge de paix, Magistrate Monique Perron, au palais de justice de Cowansville. *«Ce qu'il est important de comprendre, c'est que ce n'est pas Revenu Québec qui a imposé l'amende, mais la Cour du Québec, qui a entendu l'accusé et rendu le verdict. La somme ne sera donc pas versée à Revenu Québec, mais bien au ministère de la Justice»*, précise Geneviève Laurier.

Même si recevoir une amende d'un million de dollars constitue un fait relativement rare, Revenu Québec rappelle que toute personne ne respectant pas les obligations légales en matière de commerce du tabac s'expose à une contravention minimale de 6000 dollars ainsi qu'à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans.

L'Atelier

FLICKR PIXABAY

L'homme retrouvé mort à Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce n'est toujours pas identifé

Le corps d'un homme retrouvé dans le quartier Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 29 décembre «n'est pas celui que certains médias laisseraient prétendre», affirme André Leclerc, relationniste des médias du Service de police de Montréal. *«La démarche d'enquête reste à être finalisée incluant le rapport d'autopsie pour pouvoir confirmer l'identité de la personne et les causes du décès»*, ajoute-t-il. L'enquête est toujours en cours. Rappelons que les policiers avaient été alertés dimanche soir au sud-ouest de l'île de Montréal. La dépouille avait alors été retrouvée au pied de la falaise Saint-Jacques à Montréal, qui borde la rue du même nom. Le cadavre avait pu séjourner à cet endroit pendant une assez longue période. À première vue, rien ne semblait indiquer que l'homme ait pu être victime d'un acte criminel.

L'Atelier A.L

Tabassé dans un bar

La victime raconte son calvaire du Nouvel An

AIMÉE LEMIEUX

La soirée du Nouvel An 2013 a tourné au cauchemar pour Sylvain Grad. Hospitalisé après avoir reçu un coup de poing sur la tempe, l'homme d'une cinquantaine d'années a une santé critique depuis les évènements et demande réparation à son agresseur pour les lourdes séquelles qu'il porte maintenant.

Os orbital fracturé, fréquentes pertes de mémoire, douleurs et sensibilité… Sylvain Grad est *«chanceux d'être toujours en vie»*, ont dit les médecins. C'est précisément cette situation qu'est venu exposer le plaignant hier, en Cour supérieure.

Retour sur les évènements

Le 31 décembre 2013, au bar l'Enjeu à Pointe-aux-Trembles, Sylvain Grad reçoit un coup à la tête. Sans antécédents judiciaires, le plaignant est tout de suite déstabilisé et demande de l'aide au portier. L'homme lui dit alors de quitter immédiatement avec sa famille, parole qui inquiète Sylvain Grad. Le plaignant dépose officiellement sa plainte le 2 janvier 2014.

Interrogée par la défense, Lucie Lacaille, propriétaire du bar présente sur les lieux le soir même, nuance quant à elle les propos du plaignant. Elle affirme avoir entendu Sylvain Grad lancer un commentaire dégradant à l'endroit de l'accusé. Frappé à la tête, le plaignant aurait ensuite fait appel à ses frères pour se venger, dit Mme Lacaille.

Fait d'autant plus percutant, Sylvain Grad dit avoir été très prudent sur sa consommation d'alcool, élément que la propriétaire du bar contredit vivement. *«Il était dans un état d'ébriété avancé»*, affirme-t-elle.

L'Atelier

ÉDITORIAL

Les Québécois sont austères

HADI HASSIN

Avant-hier, c'était la radio communautaire CIBL. Ce matin, c'est la Ligue nationale d'Improvisation (LNI). Dans quelques jours, ce sera La grande guignolée des médias. Entretemps, ce sont les réfugiés syriens qui ont besoin de votre aide. Ça en fait beaucoup… Mais encore faudrait-il que le gouvernement provincial fasse sa part.

La sollicitation fait partie de nos vies. Elle est partout. Dans la rue, à nos portes, sur nos réseaux sociaux, au travail, à l'épicerie. Faites preuve de générosité qu'on nous répète. Aidez les personnes dans le besoin, sans quoi ils finiront dans la… N'allons pas là.

Les Québécois sont les moins généreux au Canada, selon des chiffres de Statistiques Canada, le saviez-vous? Vous savez pourquoi? Plusieurs facteurs expliquent cela. Mais l'un d'eux est… l'austérité. Sans surprise.

Les Québécois sont donc les moins généreux au Canada, je disais. À force de se faire solliciter jour après jour, de toute part, on finit par ne plus donner. C'est dans la nature humaine que l'on finisse un jour par se détacher de la misère du monde, ou du moins de ne plus la regarder dans les yeux, parce qu'on est nous-mêmes en plein dedans. Au lendemain des attentats à Charlie Hebdo, nous étions tous Charlie. Qui est encore «Charlie» aujourd'hui?

Donc les Québécois ne donnent plus. C'est comme ça. Ou, comme on dit, c'est ça qui est ça. Pourtant, les organismes ont encore besoin de notre aide. Au quotidien, ils rechargent leur kalachnikov et nous mitraillent de messages pour nous sensibiliser. Aidez-nous à les aider. Aidez-nous à leur donner une deuxième chance. Sinon quoi ? Sinon… ben sinon rien. Rien, dans le sens on est foutu.

Les Québécois ne donnent plus, c'est une chose. Les Québécois n'ont plus les moyens de donner, c'en est une autre.

Justement, Québec, parlons-en. Où sont les libéraux dans tout cela? Jusqu'à quand pourrons-nous compter sur l'appui de Roger, Gyslaine ou Michel pour faire vivre les organismes de bienfaisance?

Qui n'éprouve pas de satisfaction personnelle à donner à une cause qui lui tient à cœur? Mais qui a encore les moyens de donner? C'est ça la vraie question.

Entendons-nous: je ne dis pas qu'il faut faire preuve d'une générosité plus timide. Je crois seulement que nos gouvernements ont leur part à jouer dans l'état de nos organismes et joyaux québécois.

Les Québécois ne donnent plus, c'est une chose. Les Québécois n'ont plus les moyens de donner, c'en est une autre. Donc que perçoivent les organismes qui viennent en aide aux personnes dans le besoin? Sweet fuck all, comme disent nos voisins du Sud.

Petite parenthèse si vous le permettez: hier, on apprenait que Québec allait investir 80 millions $ en éducation. «Ce 80 millions va nous faire réellement plaisir quand on saura exactement comment il sera investi», réagissait Josée Scalabrini, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE). Une réaction à tout le moins juste et appropriée considérant les circonstances en éducation.

On vous donne 80 millions $, et en retour, pour paraphraser, «on verra bien si c'est vrai votre affaire!» Vous rendez-vous compte? C'est là qu'on en est. En ces temps difficiles, les Québécois n'aiment pas se faire niaiser.

ACTUALITÉS

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

L'éducation sexuelle est inévitable pour vaincre le VIH

MARIANNE JULIEN

Vingt-sept ans après la première journée mondiale du sida, l'épidémie de VIH est encore un enjeu de taille au Québec. Les intervenants du milieu de la santé recommandent la réintégration rapide des cours d'éducation sexuelle obligatoires dans les écoles à la suite d'une augmentation de cas.

Selon le médecin à la clinique l'Actuel, Réjean Thomas, la contraction du VIH a diminué dans le monde, mais a augmenté au Québec dernièrement. «*On est à un niveau qu'on appelle stable-élevé. On a remarqué des augmentations depuis quatre ou cinq ans, donc on pourrait faire beaucoup mieux*», commente-t-il dans une entrevue accordée à ICI RDI. Lucie Charlebois, la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique a profité de cette journée pour rappeler de ne pas négliger le problème. «*Encore, chaque jour au Québec, deux nouvelles personnes sont infectées. D'ailleurs, on estime qu'environ 20 000 personnes vivent actuellement avec le VIH*», annonce la ministre dans un communiqué.

Encore naïfs

Pour l'occasion, la firme de sondage Léger a créé un sondage auquel plus de 1500 Canadiens ont répondu. Selon les résultats, près de la moitié des Canadiens n'ont jamais suivi de dépistage. Seulement 54 % des répondants savent que la maladie est chronique, mais traitable et 56 % sont à l'aise de cohabiter avec une personne atteinte du virus. Christopher Bunting, président et chef de la direction de la Fondation canadienne de recherche sur le sida, affirme dans un communiqué de presse que cela «*confirme le besoin de sensibiliser davantage les Canadiens au VIH*».

Pour éradiquer le virus et la stigmatisation des séropositifs, les experts sont unanimes: il faut accélérer le retour des cours d'éducation sexuelle. «*L'éducation sexuelle c'est important*, affirme Réjean Thomas. *Les pays qui font de la vraie éducation sexuelle, c'est-à-dire depuis le primaire, sont les pays qui réussissent à lutter contre les ITS, le VIH et les grossesses involontaires.*» Karina Ortega, intervenante à l'Unité d'intervention mobile L'Anonyme, souligne que si ses participants avaient été informés des conséquences des relations sexuelles non protégées, cela aurait grandement changé les choses.

Mais elle maintient que le projet pilote n'est pas assez complet. «*Ce ne sont même pas des sexologues qui donnent la matière. Il faut que tout le monde reçoive la même information*», explique Karina Ortega. Celle-ci déplore également la lenteur du gouvernement. «*Pourquoi est-ce que le gouvernement attend que les jeunes deviennent la clientèle la plus à risque? Ils ont toute la misère du monde à prendre rendez-vous dans des instances médicales*», dénonce Karina Ortega.Pour ceux qui croient que les cours sur la sexualité inciteraient les jeunes à adopter des comportements sexuels précoces, les professionnels ont déjà une réponse toute faite. Réjean Thomas et Karina Ortega soutiennent qu'au contraire, ces cours responsabilisent les jeunes. «*Des études ont prouvé que plus on parle de la sexualité ouvertement avec les jeunes, ça va même retarder leur première relation sexuelle, car ils vont être en position de s'affirmer et de peser le pour et le contre*», prouve l'intervenante. Le contenu du projet pilote, commencé depuis octobre, ne sera intégré à l'échelle nationale qu'en 2017, sans .égard aux contestations.

L'Atelier

JEAN-PHILIPPE PROULX L'ATELIER

Monument à la mémoire des Québécois morts du Sida, au Parc de l'Espoir.

Faux billets de hockey

Acheter des billets à des revendeurs aux abords des stades et des salles de spectacle représente un risque sérieux de fraude, prévient le Service de police de la ville de Montréal (SPVM). L'animateur de radio Éric Duhaime l'a appris à ses dépens samedi dernier, après avoir été victime d'une arnaque en croyant mettre la main sur des billets pour un match de la Ligue nationale de hockey (LNH) au Madison Square Garden. C'est un «scalpeur», dans les rues de Manhattan, qui lui a fait une offre qu'il n'a pu refuser: 220 $ US pour deux billets, qui étaient finalement des faux. Ce «malheureux» épisode rappelle qu'il est toujours plus prudent d'acheter des billets à des points de vente officiels, explique Laurent Gingras du SPVM qui n'a pas été en mesure de fournir des chiffres précis sur ce phénomène à Montréal. À l'Office de la protection du consommateur (OPC), on rappelle que la revente de billets entre deux consommateurs n'est pas encadrée par la loi au Québec.

L'Atelier H. H.

Triple meurtre en Alberta: un suspect arrêté

Mickell Clayton Bailey, 19 ans, accusé des meurtres au premier degré d'une mère (Roxanne Ruth Berube, 36 ans,) et de sa fille et du meurtre au second degré d'un homme (Dan Miller) qui résidait au même endroit a été arrêté par la police hier en après-midi. La police a tenté d'arrêter le suspect sans violence ni incident, mais le celuici a été atteint par balle avant de recevoir les premiers soins sur place. Selon la GRC, les blessures du jeune homme sont assez sérieuses. Le service refuse d'en dire plus pour l'instant. Clayton Bailey est présentement traité dans un hôpital d'Edmonton. L'unité d'intervention en cas d'incident majeur fera une enquête sur l'utilisation de l'arme par un policier.

L'Atelier A.-C. D.-L.

L'HIVER EST À NOS PORTES

FLICKR

Les Québécois peuvent s'attendre à des températures au-dessus de la moyenne pour l'hiver 2016, a dévoilé la chaîne MétéoMédia. Le mois de décembre s'annonce particulièrement clément, avec un déficit de chutes de neige qui se prolongera au cours des prochaines semaines.

Pierres et jus de betterave

Un cocktail écologique réduira l'utilisation du sel dans les rues de Laval

ISABELLE BERNIER

Le déneigement du territoire lavallois sera plus écologique dès cet hiver, a annoncé le maire Marc Demers lors du dévoilement de la stratégie neige 2015-2016. Un projet pilote mettant à profit les vertus du jus de betterave et des pierres volcaniques sera mis à l'essai au cours des prochains mois.

«*Le but du projet est de diminuer l'utilisation du sel de voirie, qui endommage le béton et les végétaux*», explique Nicolas Moukhaiber, chargé de projets et directeur général adjoint à la Ville de Laval. Le mélange de zéolites naturelles sera utilisé comme antidérapant, et le jus de betterave sera mélangé avec le sel pour déglacer les surfaces. Le procédé, permet depuis plusieurs années déjà aux Ontariens de réduire jusqu'à 50% leur utilisation annuelle de sel.

La stratégie neige propose également un projet pilote qui offre quatre solutions à la réglementation du stationnement dans les rues de Laval. Le stationnement permis en tout temps le samedi et dimanche et de manière alternative la semaine cause des lacunes lors d'importantes tempêtes vers la fin de la semaine. Il est alors impossible de déneiger entièrement les rues avant le mardi, ce qui force les équipes de déneigement à repasser jusqu'à cinq fois. Ces allers-retours sont responsables de beaucoup d'émissions de gaz à effet de serre et de dépenses inutiles, ajoute M. Moukhaiber

«*C'est important d'avoir une bonne stratégie neige, étant donné qu'une tempête de neige à Laval peut coûter environ 5 millions de dollars*», souligne Marc Demers qui s'est donné comme mission de réduire les coûts, d'augmenter l'efficacité et d'améliorer le bilan environnemental de la ville.

Ces projets pilotes seront mis à l'essai à l'hiver 2015, pour être mesurés et analysés en 2016.

L'Atelier

UQAM

Deux débrayages possibles

ISABELLE LANGLOIS

La menace de grèves plane sur l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Trois syndicats sont actuellement en négociation pour le renouvellement de leurs conventions collectives respectives.

Le Syndicat des étudiants employés de l'UQAM (SÉTUE) sera en grève illimitée à partir du 7 décembre si aucune convention collective n'est acceptée d'ici là. Cette grève concorderait avec la fin de la session universitaire, au moment où la charge de travail des employés étudiants est la plus importante.

Tout porte à croire que le SÉTUE devra mettre leur ultimatum à exécution, selon la responsable aux communications et à la mobilisation Annabelle Sirois. «*Les négociations n'avancent pas bien. Toutes nos demandes sont mal acceptées*, déplore-t-elle. *Le bloc financier est le pire.*» Une assemblée générale est prévue jeudi à midi pour faire le point sur les négociations et sur le mandat de grève. La convention collective du SÉTUE est échue depuis le 31 décembre 2013.

Profs mécontents

Le syndicat des professeures et professeurs de l'UQAM (SPUQ) a pour sa part demandé au comité exécutif de convoquer une Assemblée générale extraordinaire au plus tard le vendredi 29 janvier 2016 pour envisager une grève si aucune convention collective n'est signée. «*Cette résolution veut permettre d'accélérer les négociations*», résume le 2e vice-président au SPUQ Pierre Lebuis.

Depuis la fin de leur convention collective le 31 mai 2013, l'administration et le SPUQ ont participé à 46 séances de négociations. Une conciliatrice s'est ajoutée le 25 novembre dernier à la demande de la direction. «*On a vu ça comme un autre moyen de l'UQAM de ralentir le processus*», exprime le vice-président du syndicat.

Dans le cas du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ), les membres ont déposé leurs demandes syndicales et sont en attente du mandat patronal pour commencer les négociations. «*Autrement dit, on ne sait pas encore ce que l'employeur veut et on ne sait pas encore sa réponse aux demandes syndicales*, développe le vice-président à l'information du syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM, Richard Bousquet. *Lorsqu'on aura le mandat, on pourra mesurer l'écart entre les deux parties.*»

La situation des deux autres syndicats n'est pas encourageante pour le SCCUQ. «*J'ai l'impression que ça peut être long et ardu*», entrevoit le vice-président et chargé de cours à la Faculté des communications de l'UQAM.

Des cas distincts

Pierre Lebuis du SPUQ écarte la possibilité de s'allier au SÉTUE s'il déclenche une grève. «*Le rythme des négociations varie selon les syndicats et nous ne sommes rendus à la même étape que les autres.*» Le SCCUQ arrive au même constat. «*Les professeurs et les chargées de cours n'ont pas le même moment propice pour avoir le même rapport de force*, avance Richard Bousquet. *Si on tombe en grève à ce moment-ci, l'UQAM pourrait décréter que la session est terminée.*»

L'UQAM a dit ne pas commenter les négociations collectives sur la place publique.

L'Atelier

POLITIQUE

ÉLECTION À T-N-L

L'idéologie conservatrice mise à mal

CARL SINCENNES

Malgré un raz-de-marée libéral aux dernières élections provinciales dans la province la plus à l'est du pays, l'idéologie conservatrice est toujours bien vivante chez les électeurs canadiens. Les Terre-Neuviens voulaient du changement, ils ont choisi le parti libéral pour l'incarner.

«C'est pas vraiment une surprise, on le voyait venir. Les sondages le montraient», affirme Geneviève Tellier, professeure à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Selon elle, le Parti conservateur a eu beaucoup de difficulté à trouver des candidats. *«À la veille de la fin des mises en nominations, il restait toujours cinq comtés à pourvoir»*, ajoute-t-elle.

Depuis 12 ans, les progressistes conservateurs régnaient sur Terre-Neuve et Labrador (T-N-L). *«Il y a vraiment une question d'usure du pouvoir qui s'est installé dans la province»*, dit la politologue. *«Les quatre provinces (de l'Atlantique) vont peut-être pouvoir mieux coordonner leurs actions»*, ajoute-t-elle.

L'élection des libéraux à T-N-L porte le nombre de provinces libérales à sept. Seule la Saskatchewan demeure conservatrice, tandis que l'Alberta et le Manitoba sont dirigées par les néo-démocrates. «Ça représente une certaine communauté de vues. C'est très rare [...] qu'on voie le même parti idéologiquement au pouvoir dans autant de provinces», analyse Geneviève Tellier.

Toutefois, l'idéologie conservatrice est loin de s'éteindre, d'après la professeure agrégée. *«C'est très fort dans l'Ouest. [...] Il y a un essoufflement de l'idéologie d'Harper qu'il ne faut pas confondre avec l'idéologie de droite.»* Selon elle, la situation se répercute à T-N-L également. Elle affirme que les gens ont voté pour un changement.

Le NPD espère

De son côté, le parti néo-démocrate de Terre-Neuve et Labrador est déçu, mais pas découragé. Par la voix de sa directrice des communications, Jean Graham, le parti croit qu'il peut revenir de l'arrière d'ici les prochaines élections provinciales.

On affirme qu'aucune décision n'a été prise du côté du chef Earle McCurdy à savoir s'il continuera de tenir les rênes du parti. Lorraine Michael, membre du caucus du NPD, souhaite qu'il reste en poste.

L'Atelier

THE NATIONAL POST

Le gouvernement libéral de Justin Trudeau accusera de plus gros déficits que ceux prévus lors de la campagne électorale fédérale entre les années fiscales 2017-2018 et 2010-2017.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Un déficit plus important que prévu

MARILOU HARVEY

Le directeur parlementaire du budget (DPB) a évalué hier qu'Ottawa enregistrera des déficits de 10,8 milliards de dollars plus élevés que les projections «optimistes» du gouvernement Trudeau qui avait promis durant la campagne électorale d'adopter des budgets avec des «déficits modestes» répartis sur quelques années.

Bien que l'organisme de surveillance évalue que le gouvernement Trudeau est en voie de présenter des budgets dont les déficits s'élèveront jusqu'à 10,8 milliards de dollars plus élevés que prévu, le bureau avance toutefois qu'à court terme, le gouvernement performera mieux que les projections proposées par le ministre des Finances Bill Morneau en novembre dernier.

Le DPB prédit que le gouvernement se dirige vers un surplus de 1,2 milliard de dollars pour l'année financière en cours. Ce surplus provient des 4,2 milliards estimés par rapport aux 3 milliards prévus par les libéraux pour la période financière 2015-2016.

Selon Jean-Denis Fréchette, directeur parlementaire du budget, l'année financière déficitaire 2016-2017 sera moins importante de 900 millions de dollars par rapport aux prévisions d'Ottawa. C'est entre les années 2017-18 et 2020-21 que les déficits seront plus copieux que prévu par le ministère des Finances. Les exercices financiers se solderont respectivement par un déficit de 2,3 milliards, 3,6 milliards et 6,3 milliards, soit 10,8 milliards de plus que les prévisions actuelles.

Des promesses brisées?

Ces projections augmenteront la pression sur les libéraux qui ont présenté des promesses ambitieuses pendant la campagne, soutenant qu'ils allaient présenter des déficits modestes avant de rééquilibrer le budget dans quatre ans.

«Il est difficile de déterminer si le déficit provient du précédent gouvernement», affirme Stephen Gordon, professeur en économie à l'Université Laval. «Il est possible que le ministère des Finances ait prévu un montant discrétionnaire pour pallier à la diminution des revenus pour l'année financière actuelle ou les prochaines années financières. Toutefois, nous ne savons pas s'il s'agit du gouvernement conservateur ou du gouvernement libéral, mais il pourrait être dans l'intérêt du gouvernement libéral de montrer que les chiffres sont pires que prévu pour répondre à d'éventuelles critiques sur ses décisions fiscales. Une mauvaise nouvelle balayée sous le tapis et laissée pour le prochain locataire, il peut s'agir d'une stratégie politique.», ajoute-t-il.

Les calculs du directeur parlementaire du budget et du gouvernement ont été effectués avant de considérer les promesses de plusieurs milliards de dollars du Parti libéral.

L'Atelier avec La Presse canadienne

RÉFUGIÉS SYRIENS

L'emploi est la priorité

ALEXANDRA LORD

Il est impératif que les réfugiés syriens se trouvent un emploi permanent pour s'intégrer, «pour devenir des contributeurs de notre société», indique John McCallum, ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Il s'agit d'après lui d'une des priorités du gouvernement fédéral.

«L'emploi est le facteur le plus important pour l'intégration des réfugiés», a déclaré Kathleen Weil, ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec lors du forum sur l'accueil des réfugiés qui avait lieu hier. Elle ajoute que le taux de chômage est plus élevé chez les immigrants que chez les natifs.

Les Canadiens doivent comprendre que les réfugiés venus de Syrie ne seront pas priorisés sur les Canadiens dans le besoin, précise John McCallum, le ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.

Des efforts peuvent être faits du côté du secteur privé pour aider les réfugiés syriens à se trouver des emplois, explique Magaret Eaton, directrice générale du Toronto Region Immigrant Employment Council. Cela commence notamment en permettant l'embauche d'un réfugié, selon elle, par les entreprises privées. « Avec leurs premiers emplois, ils se sentent utiles, ils se font des amitiés, ils peuvent perfectionner leur profession», ajoute-t-elle.

Il y a d'ailleurs des emplois disponibles dans les usines de transformation alimentaire qui font face à une pénurie de travailleurs, indique Jim Laws, directeur général du Conseil des viandes du Canada. «1000 emplois permanents sont toujours affichés», indique-t-il.

L'Atelier

PROJET DE LOI 67

Airbnb sera davantage encadré au Québec

Une taxe d'hébergement pour les locateurs

CATHERINE LAMOTHE

Québec a adopté à majorité mardi le projet de loi 67 visant à mieux encadrer l'hébergement touristique et les plateformes en ligne comme Airbnb.

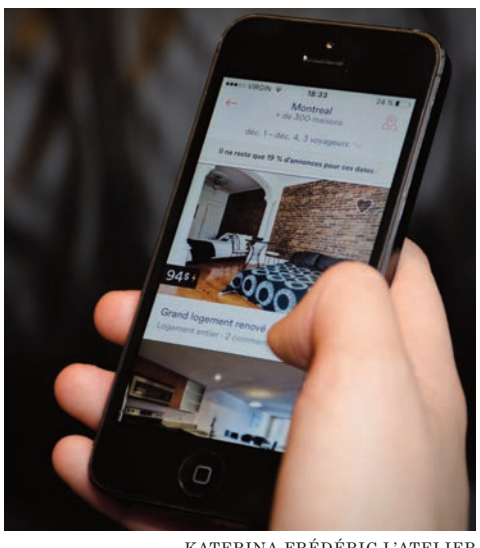
Les Québécois utilisant régulièrement les plateformes en ligne pour la location de leur propriété devront désormais prélever une taxe d'hébergement au même titre que les hôtels et les gîtes, selon le nouveau projet de loi. Il sera toutefois du ressort du ministère du Tourisme de vérifier la conformité des usagers et des établissements et d'appliquer les amendes en conséquence.

Le projet de loi 67 fait suite à la grande popularité des plateformes d'hébergement en ligne au Québec, ayant suscité de vives réactions chez les hôteliers à travers la province. *«Il favorise l'équité entre les différents exploitants d'établissements d'hébergement touristique, tout en assurant la qualité et la sécurité de l'hébergement offert aux nombreux touristes québécois et étrangers en visite au Québec»,* affirme la ministre du Tourisme Dominique Vien par communiqué.

Un processus allégé

Le projet de Loi allégera également les procédures de demandes d'attestations des exploitants d'hébergement touristique.

Le ministère du Tourisme sera désormais responsable de vérifier que les Québécois désirant obtenir cette attestation sont conformes aux règlements municipaux en vigueur, et procédera par le fait même à l'embauche de 18 nouveaux inspecteurs. *«Nous avons réussi à faire adopter un projet de loi qui servira l'intérêt des touristes, des partenaires de l'industrie touristique et de l'économie québécoise»*, avance la ministre.



KATERINA FRÉDÉRIC L'ATELIER

Airbnb compte plus de 50 millions d'usagers à l'échelle mondiale.

L'Atelier

SUBVENTIONS

Un député de la CAQ s'en prend au Parti libéral du Québec

MARIANNE JULIEN

Éric Caire, le député caquiste de La Peltrie, a confronté le président du Conseil du trésor du Québec Martin Coiteux pendant la période de questions de l'Assemblée nationale.

Alors que les 100 fonctionnaires affectés à la révision des programmes sociaux, selon ses demandes d'accès à l'information, Éric Caire a donc demandé à trois reprises, en chambre, ce que faisaient ces 100 personnes et où allaient les 10 millions de dollars qui subventionnent ces évaluations.

Des réponses vagues

Martin Coiteux, dérouté par ces informations, a répondu de façon vague et répétitive en affirmant que les processus de révision allaient être déclenchés quand ce sera nécessaire et que ce retour à l'équilibre budgétaire allait faire une différence d'ici les 20 prochaines années.

Éric Caire a cinglé par la suite que le président du Conseil du trésor agissait de façon irresponsable en subventionnant des fonctionnaires qui accomplissent des tâches inexistantes.

L'Atelier

INTERNATIONAL

ALLEMAGNE

Vers une intervention militaire en Syrie

TITOUAN MOAL

L'Allemagne a validé mardi en conseil des ministres l'intervention de son armée dans la lutte contre l'organisation État islamique (EI) en Syrie en réponse à une demande de la France après les attaques du 13 novembre.

Un nombre indéterminé d'avions de reconnaissance et ravitailleurs, une frégate de missiles antiaériens afin de protéger le porte-avions français ainsi qu'un contingent pouvant aller jusqu'à 1200 militaires, ce sont les forces que l'Allemagne déploiera afin de soutenir son voisin européen dans sa lutte contre la milice terroriste État islamique explique un communiqué du gouvernement. Aucune précision n'a encore été apportée sur où et comment seront réparties les troupes.

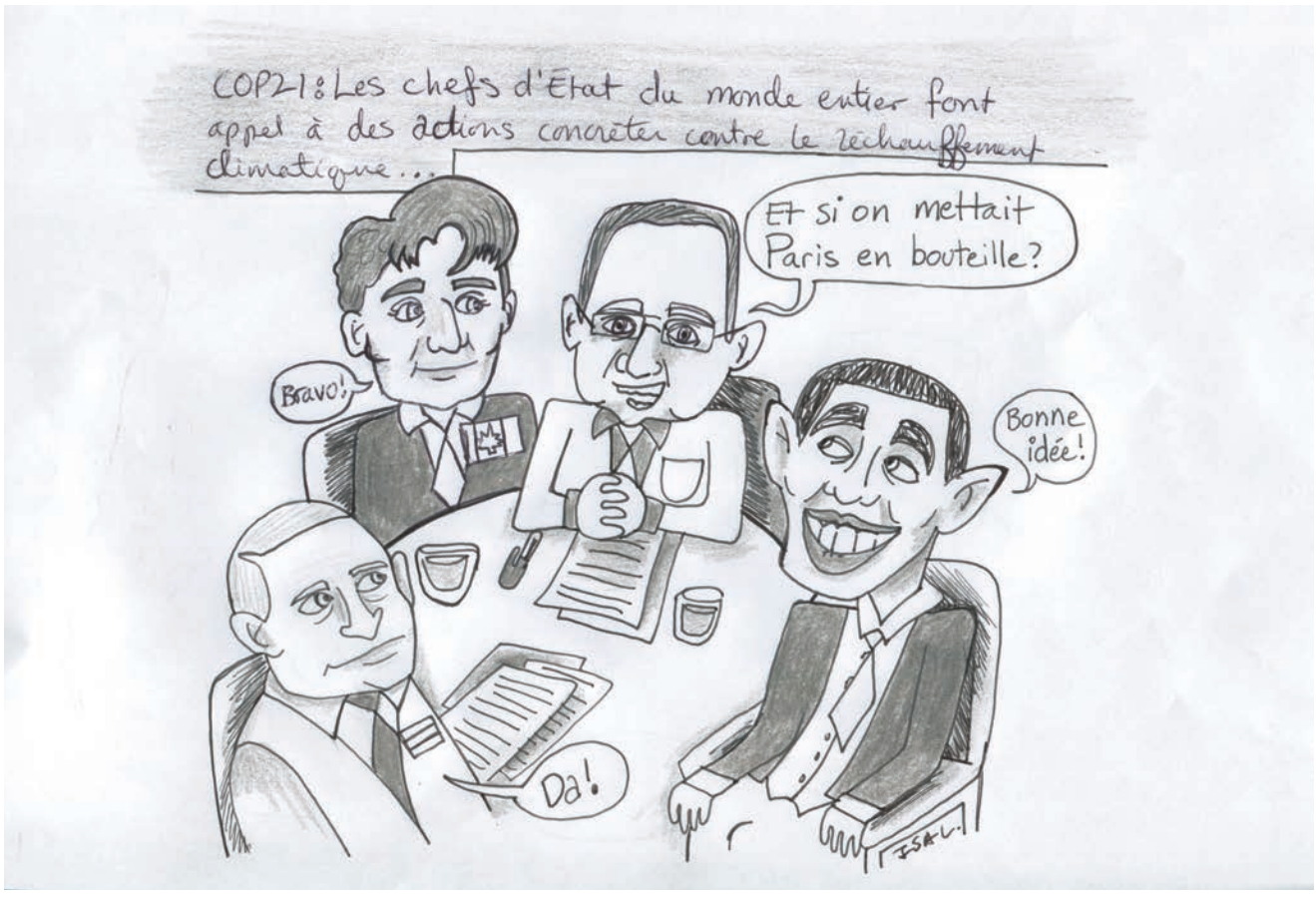
«Nous devons éviter l'effondrement de l'État syrien. Mais que les choses soient claires : il ne peut y avoir d'avenir avec Assad», a déclaré la ministre de la Défense allemande Ursula von der Leyden après l'annonce. La ministre s'est donc jointe à la France et aux États-Unis en affirmant qu'aucune coopération avec Bachar Al-Assad et les troupes sous ses ordres n'est envisageable.

Mais ce mandat renouvelable couvrant l'ensemble de l'année 2016 doit encore être approuvé par la chambre basse du Parlement ce vendredi. Étant donné que la coalition de la chancelière allemande Angela Merkel y dispose de 80 % des sièges, cela semblerait être une simple formalité.

Cette assistance militaire pourrait constituer la mission allemande la plus importante en cours à l'étranger devant le millier de soldats déployé en Afghanistan. L'Allemagne avait déjà annoncé mercredi sa décision de déployer 650 soldats au Mali afin de soulager la France en Afrique, à la suite des attentats de Paris. Elle est déjà indirectement impliquée dans la lutte contre l'EI grâce à une mission d'une centaine d'hommes pour former et équiper les combattants kurdes engagés dans le nord de l'Irak.

Le sujet des missions de l'armée allemande sur des terrains extérieurs est traditionnellement très sensible dans le pays compte tenu de son passé.

L'Atelier avec Agence France Presse



ISABELLE LANGLOIS L'ATELIER

TURQUIE

Une explosion près du métro à Istanbul

ALEXANDRA LORD

Il y a eu au moins six blessés après qu'une explosion s'est produite hier près d'une station de métro d'Istanbul en Turquie, dans le district de Bayrampasa, selon NTV, la chaîne d'information turque. La nature de la déflagration est encore indéterminée.

Le trafic sur tout le réseau de métro a été arrêté directement à la suite de l'explosion par les autorités locales, a indiqué NTV. La cause de l'explosion pourrait être due à un transformateur électrique, selon plusieurs témoignages qui ont été diffusés par des médias turcs, alors que d'autres personnes qu'ils ont interviewées ont quant à eux émis l'hypothèse d'une bombe.

L'agglomération d'Istanbul a émis une courte déclaration, mentionnant qu'«un bruit ressemblant à une explosion a été rapporté à la station de métro de Bayrampasa» et que l'origine de ce bruit n'est pas connue.

Plusieurs hypothèses

De son côté, le gouverneur d'Istanbul, Vasip Sahin a déclaré qu'il «examinait toutes les hypothèses». Il a ajouté que l'explosion qui a eu lieu près de Kadife a blessé légèrement un concitoyen et qu'il faudrait creuser pour faire la lumière sur tout cela.

Il est important de mentionner que 103 personnes étaient décédées le 10 octobre devant la gare Centrale d'Ankara, ce qui fut l'attentat le plus violent et le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie. Cette attaque avait été attribuée au groupe terroriste État islamique par le président islamo-conservateur turc, Recep Tayyip Erdogan.

L'Atelier avec Agence France Presse

Le Luxembourg veut un G9

Le premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel tentera, d'ici le début de l'été, de créer un «G9» dédié aux petits pays de l'Europe. L'objectif serait d'offrir une nouvelle alternative au G7, le regroupement des sept pays les plus puissants de la planète. Le tout a été annoncé par M. Bettel et son homologue japonais Shinzo Abe, ce dernier qui prendra la présidence du G7 à partir du 1er janvier. «*J'ai invité les chefs de gouvernement des pays de moins d'un million d'habitants à se retrouver au Luxembourg. Souvent, les «G» se retrouvent et prennent des décisions où les plus petits n'ont pas leur mot à dire*», plaide M. Bettel.Les pays de Saint-Marin, de Liechtenstein, de Monaco, de l'Islande, de la Malte, du Luxembourg, du Monténégro, du Chypre et de l'Andorre feraient partie de ce nouveau G9. Le G7 inclut l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la Fance, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

Agence France Presse GP

COP21

Le sommet parallèle

En marge des débats entre dirigeants, près de 40 000 délégués se rencontrent pour entretenir la discussion

VINCENT LARIN

Malgré la valeur symbolique associée à la contribution des groupes civils dans les négociations internationales, de nombreux organismes environnementaux sont déterminés à influencer les conclusions de la 21e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21).

Les espaces Générations, inaugurés hier par la ministre française de l'Écologie, Ségolène Royal, ont été prévus pour accueillir les quelque 40 000 membres de la société civile présents à Paris jusqu'au 11 décembre pour discuter environnement. Ces espaces constituent une première dans l'histoire de l'organisation des conférences sur le climat. Plusieurs organismes québécois pourront y prendre la parole.

Chiens de garde

C'est le cas de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dont les 40 délégués à Paris tiendront une douzaine de conférences tout au long de l'événement. Sa coordonnatrice, Katina Binette, croit que les membres de la société civile ont un rôle important a joué dans les discussions. *«Au sommet de Rio+20, en 2012, à la suite de pressions sociales, nous avons réussi à faire inscrire le concept d'économie sociale dans le texte final. C'est grâce à la voie des organismes engagés dans l'économie sociale qu'on y est arrivé»*, décrit-elle.

En plus des 195 chefs d'État présents, la COP21 mobilise un nombre inédit d'acteurs du domaine civils. Grâce à des stands et des expositions, près de 340 organisations françaises et internationales de la société civile donneront vie aux espaces Génération pendant la durée de la COP21.

COP21

La ministre française de l'Écologie, Ségolène Royal, a inauguré les espaces Générations hier. Elles accueilleront des membres de la société civile qui discuteront environnement.

«Ils agissent aussi à titre de rapporteur auprès du public»

Le responsable des communications pour Équiterre, Dale Robertson parle carrément d'une COP21 parallèle. *«D'un côté on a bien sûr les dirigeants des pays qui négocient un accord, mais d'un autre côté on a aussi toute une foule d'intervenants de la société qui entretiennent la discussion sur les changements climatiques et les solutions possibles»*, ajoute-t-il.

Cette année, le cofondateur de l'organisme québécois, Steven Guilbeault, est entre autres membre de la délégation canadienne. Inclure des chefs d'organisations environnementales devient alors un moyen de mettre en valeur le changement de cap emprunté par le Canada après l'élection de Justin Trudeau, selon Dale Robertson.

La directrice d'Équiterre, Isabelle Saint-Germain, rappelle aussi le rôle de chien de garde des organismes dans un tel contexte. *«Bien sûr, nos membres sont là pour prendre part aux discussions, mais ils agissent aussi à titre de rapporteur auprès du public et mettent la pression sur les gouvernements afin de s'assurer qu'ils respectent leurs engagements dans les négociations»*, explique-t-elle.

Rôle symbolique

Bien qu'ils aient un rôle à jouer dans les discussions, la professeure au département de science politique, Maya Jegen, voit davantage leur présence comme un *«symbole»*. *«Depuis la première COP en 1992 à Rio de Janeiro, inclure la société civile a toujours été importante, mais avec l'échec de Copenhague en 2009, on a vraiment voulu donner une place importante aux acteurs qui viennent d'en dehors du domaine politique»*, explique-t-elle.

«Outre les États, les autres acteurs ne négocient pas. Dans les couloirs, à l'extérieur, ils essaient d'influencer les discussions en fonction de leurs intérêts, mais leur impact reste mitigé», croit la chercheuse.

L'Atelier

ÉCONOMIE

RAPPORTS FINANCIERS

Scotia et BMO engrangent des bénéfices

CARINE FORTIN

La Banque Scotia et la Banque de Montréal ont présenté des bénéfices pour le quatrième trimestre de 2015, malgré certaines conditions difficiles sur les marchés internationaux.

La Banque Scotia a annoncé mardi un bénéfice net de 1,84 milliard ou 1,45 $ par action au quatrième trimestre, comparativement à 1,44 milliard ou 1,10 $ par action l'an dernier. Les résultats de la BMO sont aussi à la hausse avec un bénéfice net de 1,2 milliard de dollars ou 1,83 $ par action pour le trimestre qui s'est clôt hier, soit une amélioration de 144 millions ou 13 % par rapport à l'an dernier.

«En 2015, la banque a bien performé, malgré certaines conditions de marché difficiles, indique Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia. *Notre performance [dans le secteur bancaire et sur les marchés mondiaux] a été affectée par plusieurs facteurs incluant des conditions de marché difficiles dans le secteur de l'énergie et des mines, une compression des marges bancaires et une moins grande contribution de l'Asie.»* Les résultats financiers des banques canadiennes ont pu être affectés par la baisse des prix de l'énergie comme le gaz et le pétrole selon Aymen Karoui, professeur au département de finance à l'UQAM. *«Les banques en ont pâti un petit peu,* explique le spécialiste. *Le Canada est un pays exportateur de ressources, et beaucoup des revenus des banques proviennent de ces ressources-là. Normalement, les banques canadiennes devraient profiter lorsque l'économie va bien et lorsque les prix des commodités ou des matières premières augmentent. Cette année, ça n'a pas été le cas.»*

Avoir du flair

«Ces résultats [financiers positifs] témoignent des avantages que nous procure la diversité de nos activités, soutient Bill Downe, chef de la direction chez BMO Groupe financier. *Les services bancaires au Canada et aux États-Unis et la Gestion de patrimoine ont tous contribué à la croissance de la Banque.»* Les dirigeants des deux banques canadiennes affirment avoir su tirer leur épingle du jeu compte tenu des conditions sur les marchés internationaux.

Virage numérique

Le président et chef de la direction de la Banque Scotia, Brian Porter, attribue les résultats positifs de son institution financière à ses *«services bancaires aux particuliers et aux entreprises»*, et à ses *«services de gestion de patrimoine au Canada et à l'étranger»*. Cela ne l'a pas empêché d'opter pour un virage technologique vers les applications mobiles et les services de prêts en ligne afin d'offrir un meilleur service à la clientèle et d'engendrer plus de revenus. *«Cette année, notre banque a fait plusieurs investissements stratégiques en technologie qui transformeront et simplifieront la façon dont les consommateurs font affaire avec nous»*, a précisé M. Porter. *«C'est un petit hameçon que nous avons jeté à l'eau,* ajoute Jake Lawrence, vice-président principal des relations avec les investisseurs de la Banque Scotia. *Nous verrons comment cela évolue dans le temps, mais je n'ai pas encore de vue macroéconomique du plein potentiel de cette mesure.»*

Selon Aymen Karoui, professeur au département de finance à l'UQAM, les développements technologiques sont de petits investissements pour les banques qui peuvent rapporter gros. *«Vous voulez acheter des actions ? C'est maintenant possible de le faire derrière votre ordinateur. C'est très positif pour les banques, car elles augmentent leur bassin de clientèle et, par la suite, elles reçoivent des frais de transactions, ce qui génère directement des revenus additionnels.»* La Banque de Montréal envisage elle aussi d'offrir des services numériques plus près de ses clients.

L'Atelier avec La Presse canadienne

Bombardier, nouveau client de la France

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a jugé possible, mardi, un rapprochement recentré sur le secteur ferroviaire entre Alstom et son concurrent canadien Bombardier.Interrogé sur cette possibilité lors d'une audition au Sénat, le ministre a répondu que *«le défi pour Alstom, c'est de grandir»* et que son désendettement, après la cession de sa division énergie à l'américain General Electric, lui donnait les moyens de faire des acquisitions à l'étranger.Avec la *«bataille féroce»* engagée avec leurs concurrents chinois, un rapprochement Alstom-Bombardier pourrait s'imposer. *«Il peut y avoir des arrangements»,* a estimé Emmanuel Macron.

Reuters-A.D.L.

Québec mis au pied du mur par le FTQ

Le Fonds de solidarité FTQ presse le gouvernement libéral à rétablir d'ici la fin de l'année le crédit d'impôt fédéral pour les fonds de travailleurs, qui était en voie de disparition sous le précédent gouvernement conservateur. Si les libéraux n'agissent pas d'ici là, le crédit d'impôt fédéral passera de 10 % à 5 % pour l'année d'imposition 2016, ce qui aura un impact sur la planification financière des travailleurs qui contribuent à un fonds de travailleurs. Au ministère des Finances du Canada, on a fait remarquer que le Parlement siégera pendant quelques jours à peine d'ici la fin de l'année et que *«la priorité pour janvier 2016 est la baisse d'impôts de la classe moyenne»*.

La Presse canadienne-A.D.L.

FLICKR

Les 18 à 34 ans sont les plus raisonnables, avec un «budget cadeaux» de 464$.

MAGASINAGE DES FÊTES

Les citoyens dépenseront plus

ANNE-CHARLOTTE DESJARDINS-LOPEZ

Les Canadiens s'attendent à dépenser en moyenne 652 $ durant la période des Fêtes, mais pour nombre d'entre eux, des achats impulsifs pourraient les faire dépasser leur budget, indique récent sondage de la Banque CIBC.

Le budget des Canadiens pour le magasinage des fêtes est en hausse de 26 % cette année, ce qui représente une augmentation de 15 $ sur le budget consacré aux cadeaux. *«Pendant cette période de l'année, les dépenses peuvent augmenter rapidement,* observe Olga Petrycki, directrice en chef des communications externes de la Banque CIBC. *Cela s'ajoute au stress du temps des Fêtes, alors que tout ce que les gens veulent, c'est de profiter de cette période sans se soucier de l'argent.»*

Dans leur étude, la Banque CIBC rapporte qu'il est important pour les consommateurs de prévoir une liste d'achats et un budget réaliste.

Le budget prévu pour les achats de cadeaux augmente avec l'âge.

Toutefois, bien que la majorité des Canadiens (94 %) ont établi un budget pour l'achat de cadeaux, plus de la moitié (55 %) ont mentionné que leur budget des Fêtes n'est pas définitif et qu'ils pourraient faire des achats impulsifs pour des raisons pratiques plutôt qu'économiques.

Marie-Ève Poirier, mère de 4 enfants, mentionne que *«ce n'est pas l'achat de cadeaux qui fait déraper notre budget, mais plutôt des imprévus, comme de nouvelles décorations, de la nourriture, de la boisson ou des cadeaux à avoir sous la main au cas où des voisins passeraient.»*

Le sondage révèle aussi que le budget prévu pour les achats du temps des fêtes augmente avec l'âge. Les Canadiens de 55 ans et plus ont le budget le plus élevé pour les achats des Fêtes avec un montant moyen de 758 $. Les personnes de 35 ans à 54 ans se sont fixé un budget moyen de 706 $, tandis que le budget des jeunes de 18 à 34 ans était beaucoup plus bas, soit 464 $.

Le président-directeur général du Conseil québécois du commerce de détail, Léopold Turgeon, estime que les Québécois ont davantage d'argent *«discrétionnaire»* en 2015, malgré le climat d'austérité.

Prix de l'essence

«L'atout majeur, c'est la baisse du prix de l'essence, qui représente une somme de 1,2 milliard $ de plus par année dans les poches des consommateurs», explique-t-il. Bien que les consommateurs québécois ne soient pas portés sur les grosses dépenses, 57 % d'entre eux estiment que la situation économique n'influencera pas, ou très peu, leurs achats.

L'Atelier

TROISIÈME TRIMESTRE

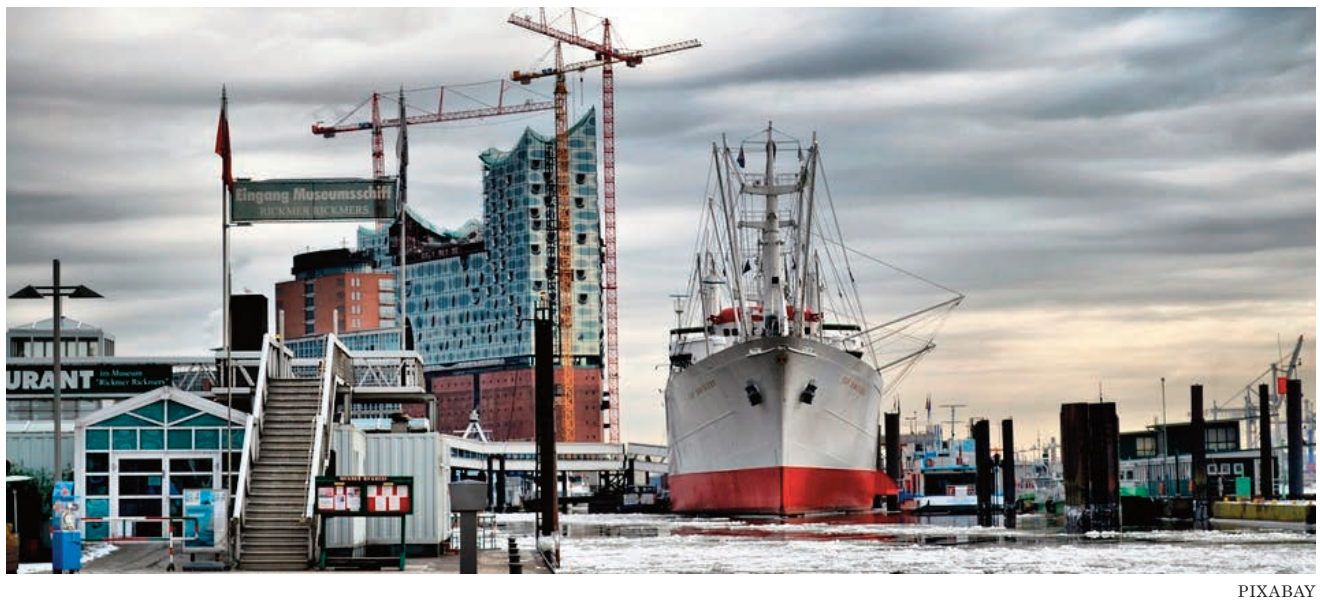
Le Canada vainc la récession

Sous l'impulsion de ses exportations stimulées par une monnaie plus faible, le Canada est sorti de la récession au troisième trimestre. Toutefois, en raison de la chute des prix du pétrole, l'activité économique des prochains mois restera limitée au pays.

Après six mois de récession, conséquence de la chute des prix du brut dont le pays est le cinquième producteur au monde, le Canada a enregistré une croissance annualisée de 2,3% de son produit intérieur brut (PIB) pour le trimestre achevé en septembre, a indiqué mardi l'institut Statistique Canada. Par rapport au trimestre précédant, la hausse du PIB a atteint 0,6% au troisième trimestre. Le Canada était entré dans une récession technique au début de 2015 en raison d'activités économiques négatives. C'est notamment à l'aide d'une augmentation des exportations d'automobiles, d'une augmentation des dépenses dans les domaines de la consommation et de la construction que le Canada a réussi à sortir de la récession. De plus, la production d'énergie a repris de l'élan en octobre et le pétrole brut a connu un net rebond dans ce troisième trimestre. Les ménages ont également dépensé un peu plus, avec une augmentation de 0,4 pour cent.

Le retour à la croissance est une bonne nouvelle pour le nouveau Premier ministre Justin Trudeau, qui a promis de stimuler l'économie en investissant massivement dans des projets d'infrastructures, quitte à essuyer des déficits budgétaires. Mais la croissance risque de rester anémique, selon les économistes qui relèvent les investissements des entreprises plus faibles depuis le début de l'année, avec un recul marqué dans leurs achats de machines outils. Donc, à moins d'une reprise de l'emploi, la croissance de la consommation va rester faible, a expliqué l'économiste Krishen Ranasamy. Rien, selon lui, ne laisse entrevoir une reprise à court terme des investissements des entreprises, compte tenu que leurs bénéfices sont maigres, à l'image du prix des matières premières, et que la dépréciation du dollar canadien rend plus chère l'importation d'équipements. Pour le gouvernement de Justin Trudeau, la marge de manoeuvre sur le plan économique risque d'être beaucoup plus serrée que prévu.

Mariane Lajoie avec l'Agence France-Presse



PIXABAY

La sortie de la récession est notamment dûe à l'augmentation du nombre d'exportations.

SPORTS

JEAN BÉLIVEAU

Le dernier hommage

GUILLAUME PERREAULT

Respect. Intégrité. Détermination. Humilité. Tous des qualificatifs qui ont été utilisés pour décrire Jean Béliveau lors de l'inauguration, à Longueuil, d'une rue en son honneur. La rue Victoria, endroit où il a vécu pendant plus de 50 ans, se nommera désormais la rue Jean Béliveau.

«La rue Jean Béliveau contribuera à perpétuer la mémoire de l'un de nos plus illustres citoyens et ambassadeurs», a déclaré Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil depuis plus de six ans. L'ancien capitaine du Canadien de Montréal était un citoyen très actif au sein de sa communauté. Le nouvel odonyme est donc une façon de le remercier et de se souvenir du *«Gros Bill»*. Le tout sera officialisé lors du prochain conseil de ville.

«Jean serait un peu mal à l'aise avec tous ces hommages, mais il serait heureux», exprime sa femme.

Un modèle à suivre

Un an jour pour jour après le décès de Jean Béliveau, ses anciens collègues et amis sont tous d'accord pour dire qu'il mérite tous ces hommages. *«Le grand Jean était un personnage très important pour le Club hockey Canadien, et de voir qu'au fil des années, plusieurs lui rendent hommage, c'est vraiment très bien»*, explique Réjean Houle, président des Anciens Canadiens.

«Nous avons eu une année chargée en émotions, c'est certain. [...] Jean serait peut-être un peu mal à l'aise avec tous ces hommages, mais il serait quand même très heureux», explique Mme Élise Béliveau. Elle apprécie toutes ces initiatives et confirme aussi que sa famille continue leur vie quotidienne, mais que l'absence de son défunt mari se fait toujours sentir.

Jean Béliveau était un exemple autant pour les jeunes joueurs que pour les joueurs professionnels. *«C'est un gars tellement humble, qui n'a jamais refusé de signer un autographe. Il participait pratiquement à toutes les activités, tant culturelles que sportives»*, raconte Serge Savard, ancien coéquipier de Béliveau et directeur général du Canadien.

Ce dernier est aussi allé d'une comparaison entre la rue Jean Béliveau, l'autoroute Jean Lesage et le boulevard René-Lévesque. Certes de plus petite envergure, l'artère demeure toute aussi importante que les deux autres et dégage autant de fierté pour les Longueuillois.

Le dévoilement de la rue Jean Béliveau demeure, pour l'instant, le dernier hommage d'une longue lignée en 2015. Notons aussi que Trois-Rivières, ville où il est né, a inauguré le parc Jean Béliveau en août. Le Colisée Jean Béliveau de Longueuil a de son côté été baptisé de son vivant.

Une grande carrière

Le 2 décembre 2014, Jean Béliveau décédait d'une pneumonie, à l'âge de 83 ans. En 1953, il signait son premier contrat professionnel avec le Canadien. En juin 1971, il se retirait après avoir remporté une dixième Coupe Stanley, et après plus de 18 saisons dans l'uniforme bleu-blanc-rouge.

Ayant marqué plus de 500 buts en carrière, Jean Béliveau faisait son entrée au Temple de la renommée du hockey dès la saison suivant l'annonce de sa retraite. Depuis, il était impliqué notamment impliqué lors d'activités promotionnelles du Canadien de Montréal pour lequel, il agissait à titre d'ambassadeur.

L'Atelier

KATERINA FREDERIC, L'ATELIER

Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil, fait les éloges de Jean Béliveau.

CANADIENS DE MONTRÉAL

Max Pacioretty s'est mérité la première étoile du match face aux Blue Jackets de Columbus, au Centre Bell.

MONTRÉAL 2, COLUMBUS 1

Une victoire pour le 700e match de l'entraîneur Michel Therrien

GUILLAUME PERREAULT

Le capitaine du Canadien Max Pacioretty a marqué le but gagnant d'un tir des poignets du haut de l'enclave à 17:51 de la troisième période, permettant ainsi à l'entraîneur Michel Therrien un dénouement victorieux pour son 700e match. Une pénalité décernée à l'attaquant Scott Hartnell pour avoir fait trébucher aura été très coûteuse pour les hommes de John Tortorella.

«Les unités spéciales ont été un facteur clé pour nous cette saison et nous l'avons encore démontré ce soir», explique l'auteur du but gagnant. Le but de Pacioretty était son treizième de la saison et a été marqué lors de la quatrième supériorité du Canadien.

Fait intéressant, Pacioretty a compté les derniers filets gagnants face aux Blue Jackets lors des quatre dernières confrontations entre les deux équipes.

Les Blue Jackets de Columbus ont créé l'égalité par l'entremise de l'attaquant Nick Foligno à 17:23 de la première période. Sur le jeu, Condon a perdu l'équilibre et s'est fait prendre de vitesse sur un tourniquet. Il s'agissait de son deuxième but de la saison et Ryan Johansen a récolté sa treizième passe sur la séquence.

L'attaquant Paul Byron a ouvert la marque à 2:15 de la première période sur une superbe passe de Christian Thomas. Il s'agissait de son troisième but de la saison, ayant glissé la rondelle sous le bloqueur du gardien adverse Sergei Bobrovsky. Le défenseur Nathan Beaulieu a récolté une passe sur le jeu.

Du jeu physique

Le défenseur Alexei Emelin a été chassé du match en raison d'un geste douteux à l'endroit de l'attaquant Matt Calvert à 17:57 du premier engagement et sa pénalité n'aura toutefois pas été coûteuse. Tout porte à croire qu'il devra s'expliquer plus tard cette semaine à Stéphane Quintal, vice-président de la sécurité des joueurs et une suspension pourrait être appelée.

«Ça a été difficile de perdre Emelin en début de match, mais ça a démontré la belle profondeur de notre équipe», explique le capitaine Max Pacioretty.

Aussi, à mi-chemin de la deuxième période, le défenseur Nathan Beaulieu a laissé tomber les gants face à Nick Foligno. Dans les secondes précédant le combat, Foligno a sorti le genou lors d'une mise en échec sur Tomas Fleischmann et Beaulieu a voulu défendre son coéquipier, sans réel succès.

Le gardien du Canadien Mike Condon est crédité de sa neuvième victoire en 14 matchs, tandis que le gardien des Blue Jackets Sergei Bobrovsky encaisse sa douzième défaite en 23 matchs cette saison.

Desharnais honoré

Le joueur de centre David Desharnais s'est mérité la Coupe Molson pour le mois de novembre, totalisant 5 buts et 3 passes en 13 matchs.

Il succède donc à Carey Price qui avait remporté le même honneur pour le mois d'octobre.

Le prochain match du Canadien de Montréal (19-4-3) se tiendra jeudi prochain alors que le Tricolore recevra les Capitals de Washington (17-5-1) au Centre Bell. Il s'agira d'une première confrontation entre les deux équipes cette saison.

L'Atelier

Genie Bouchard fait son retour

La joueuse de tennis Eugenie Bouchard confirme sa présence aux tournois de Shenzhen, en Chine, et Hobart, en Tasmanie. Ces deux événements, qui auront lieu en janvier prochain, devraient permettre à la Québécoise de se préparer pour son premier tournoi majeur de l'année: les Internationaux d'Australie. Le coup d'envoi du tournoi, qui accueillera également Serena Williams et Juan Martin del Potro, sera donné le 18 janvier. La Montréalaise de 21 ans, qui avait tenté un retour au tournoi de Pékin en octobre, avait dû abandonner, souffrant des symptômes de sa commotion cérébrale causée par une chute dans les vestiaires du US Open.

La Presse canadienne G.G

Gros contrat pour David Price

Selon le quotidien *Boston Globe*, le lanceur David Price aurait signé un contrat de 217 millions $ US pour sept ans, ce qui en ferait le contrat le plus lucratif de l'histoire de la Ligue majeure de baseball. À 30 ans, il quittera les Blue Jays de Toronto pour rejoindre les Red Sox de Boston. Acquis à la date limite des transactions des Tigers de Detroit, Price a été excellent en fin de parcours, aidant les Blue Jays à mettre fin à leur disette de 22 ans sans participation aux séries.Le gaucher a compilé une fiche de 18-5 avec une moyenne de points mérités de 2,45 qui lui ont permis de terminer deuxième au scrutin pour l'obtention du Cy-Young dans l'Américaine, derrière Dallas Keuchel des Astros de Houston.Les Red Sox seront les visiteurs des Blue Jays lors du match d'ouverture locale des Torontois le 8 avril.

La Presse canadienne G.G

Manchester City racheté par des Chinois

China Media Capital et CITIC Capital ont racheté, mardi, 13 % des actions du club de soccer de Manchester City pour 400 millions de dollars américains après six mois de négociations. Cette entente valorise l'entreprise à 3 milliards de dollars et est toujours en attente d'une approbation réglementaire. La transaction survient après la visite d'État du président chinois Xi Jinping dans la ville anglaise en octobre.

Associated Press C.F.

CULTURE

DANSE

Un parcours de combattant

ARIANE LABRÈCHE

France Geoffroy est enseignante, danseuse et directrice artistique de la troupe Corpsuscule danse. C'est avec passion qu'elle décrit les défis de la danse intégrée, assise bien droite dans son fauteuil roulant.

«*Il faut démocratiser l'accès à la danse», soutient France Geoffroy. Rencontrée dans le cadre des Parcours Danse 2015, l'artiste se réjouit de la vitrine qu'offre cet événement aux adeptes de la danse intégrée. «J'espère qu'on pourra entretenir un dialogue, que les gens seront curieux et poseront des questions!*», s'exclame-t-elle.

Parcours Danse est l'événement phare de l'organisme La danse sur les routes du Québec (DSR), qui promeut depuis 1997 la diffusion du 4e art partout en province. «*Notre but est de réunir diffuseurs et créateurs afin de créer des liens. On veut que les diffuseurs apprennent à aimer la danse*, résume la directrice générale de DSR, Paule Beaudry. *On travaille sur la relation et sur le développement d'une pensée sur cette forme d'art.*»

Une occasion en or pour promouvoir la danse intégrée. «*Il s'agit en fait d'un type de danse contemporaine qui intègre des gens avec et sans handicap, qu'il s'agisse de handicaps physiques ou intellectuels*», explique Ingrid Vallus, du réseau Accès culture Montréal. La travailleuse culturelle a animé mardi une conférence portant sur le sujet qui explorait les possibilités qu'apporte la différence en art.

«*C'est vraiment très intéressant et important que Parcours Danse ait ouvert la porte aux discussions autour de la danse intégrée, s'anime-t-elle. Parler de cette discipline permet de la démystifier et de rendre la présence sur scène de ces artistes plus normale.*»

KATHERINA FRÉDÉRIC L'ATELIER

Paule Beaudry, directrice générale de DSR, accueille les participants à Parcours Danse 2015.

Une discipline en croissance

La danse intégrée devient de plus en plus populaire dans le milieu. «*Bien que les interprètes avec un handicap aient un nombre limité de compagnies avec lesquelles ils peuvent travailler, beaucoup d'artistes s'intéressent aux castings atypiques*», note Ingrid Vallus.

Ce métissage permet de redéfinir le corps dansant. «*On amène différents profils de corps qui nourrissent un processus et dirigent le regard ailleurs que sur des corps virtuoses*», souligne France Geoffroy.

Trouver des gens en situation de handicap qui s'intéressent à la danse représente tout un défi. «*Je cherche des personnes handicapées qui ont un profil artistique, un intérêt. Je veux trouver des gars, mais souvent ils sont très fermés*», se désole France Geoffroy. Le bassin d'artistes professionnel est toutefois en développement. «*Plus il y en a sur les scènes, plus il risque d'y en avoir*», énonce Ingrid Vallus.

Bien qu'Internet permette de mieux diffuser ce style singulier et ainsi intéresser plus de handicapés, l'enseignante croit qu'il faut le rendre accessible beaucoup plus tôt. «*Les écoles spécialisées doivent développer des cours de danse intégrée pour intéresser les enfants*», martèle-t-elle.

France Geoffroy en profite pour lancer un appel aux gens de sa communauté. «*Il ne faut pas attendre après le téléphone, il faut que les personnes handicapées développent des initiatives, croit-elle. Il faut prendre son destin en main si on veut devenir un artiste.*»

L'Atelier

MÉDIAS SOCIAUX

Le *Breakfast Club* québécois

LAURIANNE CROTEAU

Ne partir de rien et créer un véritable phénomène en moins d'un an, c'est la réalité des membres d'On déjeune, de jeunes adeptes des médias sociaux, dont le rappeur québécois Maybe Watson. Au menu: photos, vidéos, entrées de blogue… Mais aussi des événements à grande portée.

«*On était quatre amis au Café Pagaille, à Montréal, et on a dit à la blague qu'on devrait s'ouvrir un blogue pour parler brunch*», raconte un membre d'On déjeune, Michel Godin. Une fois l'idée lancée, ils développent le nom et lancent le site Internet, le tout en dégustant leurs deux œufs, bacon. Nait alors le phénomène On déjeune : 20 000 abonnés sur Instagram, près de 6 000 sur Facebook et déjà cinq événements qui ont accueilli des centaines de participants. «*On a eu une belle réception dès le début, alors on s'est emballés. La première semaine, on a publié 10 photos de nos déjeuners, et on n'a pas laissé passer une seule journée le premier mois.*»

Ils se font parfois inviter par les propriétaires, d'autres fois pas. Une chose est certaine, cependant, c'est qu'ils ne publieront la photo que s'ils sont satisfaits de l'expérience. «*On y va selon ce qu'on a envie de manger, mais on n'accepte jamais de rémunération*», affirme Michel. Même si le groupe s'est déjà fait offrir de produire une émission télévisée et un livre, ils souhaitent intégrer plusieurs projets liés au déjeuner tout en gardant le contrôle. «*On veut que le blogue devienne une grosse boîte remplie de création qui rassemble autant des vidéos que des trames sonores avec notre blogue et ses photos.*»

Samedi prochain, le collectif organise l'Eggsposition, événement qui hébergera les œuvres de neuf artistes inspirés du premier repas de la journée pour pondre leurs tableaux. «*C'est drôle de faire une exposition sur le déjeuner, parce que c'est un rituel assez intime et nous y participerons tous ensemble*», estime l'exposant Jason Cantoro. L'artiste Josiane Lanthier, qui exposera elle aussi sa toile lors de l'Eggsposition, affirme qu'elle déjeunerait à n'importe quel moment de la journée, d'où son intérêt. «*Je spot les restaurants à déjeuners ouverts 24 heures sur 24, et j'y vais très souvent!*»

L'Atelier

ON DÉJEUNE

Le groupe On déjeune lors du Festival Martinique Gourmande.

KATHERINA FRÉDÉRIC L'ATELIER

Martine Saint-Clair est remontée sur les planches devant une centaine de personnes.

Sonnez les Martine

GENEVIEVE GELINAS

De Noël Blanc au Petit renne au nez rouge en passant par Blue Christmas d'Elvis Presley jusqu'à Imagine de John Lenon, Martine Saint-Clair, nous transporte, pour la première fois de sa carrière, dans la magie du temps des fêtes. Sous l'invitation du Cabaret du Casino de Montréal, elle s'y produira pour une dizaine de spectacles durant le mois de décembre.

«Entre le départ d'un nouvel album et l'écriture d'un nouveau show, je me suis dit que ça m'emmènerait ailleurs dans un autre voyage de chansons de Noël qui ont bercé mon enfance et qui révèlent tout mon cœur d'enfant», affirme-t-elle. Martine Saint-Clair croit que chanter Noël a encore une signification de nos jours. «Pour moi, Noël me ramène tout de suite aux belles valeurs comme le partage, la famille, l'entraide et l'écoute de l'autre qui est dans le besoin.» Elle a rendu hommage aux victimes des attentats du 13 novembre à Paris en dédiant son interprétation de la chanson *Hallelujah* de Leonard Cohen.

Marraine du regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal, elle annonçait sur scène le montant de 190 000 $ amassé lors de la Soirée des célébrités. Vendredi prochain, elle donnera sa dernière représentation à Québec de son spectacle Martine chante les femmes de Plamondon, au centre d'art La Chapelle à Vanier.

L'Atelier

CHRONIQUE

L'amour au temps du fast food

CARL SINCENNES

Tout comme la plupart d'entre vous, j'ai vu et lu au sujet du documentaire «L'amour au temps du numérique» présenté sur les ondes de Télé-Québec et en webdiffusion. Un opus consacré à la «révolution» de l'amour et de la séduction chez les jeunes de la génération Y (18-35 ans) dont je fais partie.

Après le visionnement et plusieurs discussions avec mes amis et collègues, j'en suis venu à me poser la question: est-ce représentatif de notre génération? Ressemblons-nous vraiment à ces personnages?

Force est de constater que… non! Très peu d'entre nous se sont retrouvés dans ce documentaire. Peut-être fais-je partie d'une certaine élite? Peut-être suis-je déconnecté? Une chose est certaine, je me suis très peu senti représenté par les six principaux protagonistes…

Trop stéréotypé, trop exagéré, ce que vivent les protagonistes semble à des lieux de ce que je connais.

Trop stéréotypés, trop exagérés, ils semblent à des lieux de ce que je connais. «J'ai couché avec 104 personnes», a notamment confié Gabrielle, 21 ans, et mère d'un enfant dont elle ne connaissait même pas le père au début de l'aventure… Des filles comme elle, bien sûr, il y en a. Est-ce un portrait juste de nous, jeunes femmes et jeunes hommes? C'est une autre question.

Selon une étude de l'Institut de la statistique du Québec qui date de 2009-2010, 16,4 % des jeunes de 20 à 24 ans ont eu 3 partenaires ou plus. Rien de très impressionnant…

Le documentaire présente une tendance bien ancrée dans notre société, certes. Toutefois, les chiffres et études le confirment, on ne peut affirmer que cela représente une majorité de jeunes de la génération Y.

La révolution numérique

L'avènement des téléphones intelligents et applications mobiles à la Tinder a révolutionné notre façon de voir et de vivre notre sexualité, c'est un euphémisme de le dire.

«L'amour au temps du numérique» démontre une facette que l'on ne peut plus cacher. Les jeunes consomment beaucoup, toujours plus. Chaque jour, nous sommes constamment sollicités par les Apple, Facebook et Tinder de ce monde à acheter, dépenser, consommer.

Cette tendance lourde, bien illustrée dans le documentaire, est palpable. Si je me fie à ma propre expérience et celle de mes amis, il est de plus en plus difficile de s'engager. Quand ça ne fonctionne pas, on jette. Mon iPhone est dépassé, à la poubelle! La fille (ou le gars, selon votre point de vue) ne me plaît plus, allez hop aux vidanges, etc.

Un fait demeure, l'amour est de plus en plus difficile à concevoir et à trouver. On vient à en perdre le nord. Quelle est notre conception de l'amour et de la sexualité? Est-ce deux aspects totalement différents ou sont-ils maintenant fusionnés?

Les jeunes protagonistes souhaitent une famille, des enfants, une carrière. «*Sont-ils vraiment différents? […] Ils ont les mêmes rêves d'engagement [que notre génération]*» souligne Sophie Lambert, réalisatrice du documentaire et membre de la génération X.

Alors, permettez-moi de vous poser la question:

La génération Y est-elle si différente de celle qui l'a précédée?

L'univers dans lequel on vit a complètement changé. Nos motivations profondes et nos désirs sont-ils si différents pour autant?

CULTURE

MUSIQUE EN LIGNE

Demandez, vous recevrez

80 nouveaux albums offerts par Poulet Neige

ALEXANDRE GRATON

La Liste de Noël de l'organisme culturel à but non lucratif Poulet Neige revient en force pour une sixième année. À une ère où la consommation de la musique connaît une totale révolution, Poulet Neige offre en 2015 une plateforme de streaming gratuite pour la première fois.

Cette liste offre sur le Web plus de 80 albums de groupes indépendants. Chaque utilisateur se construit une liste d'albums favoris, pour ensuite pouvoir télécharger gratuitement l'entièreté de leur contenu le jour de Noël. Pour mieux connaître la musique qu'on obtiendra le 25 décembre, l'équipe de Liste de Noël innove avec le streaming, un outil qui permet aux internautes de se familiariser avec la musique qu'ils sont sur le point de télécharger.

«*La Liste de Noël, on la remet en question tous les ans, soutient une des têtes derrière la construction de la Liste, Barbara Finck-Beccafico. Tous les ans, on se demande si ce n'est pas un projet désuet, est-ce qu'on raison de s'acharner autant… Mais chaque année, la demande est là. D'année en année, on essaie de se mettre à jour!*»

Les dons sont très importants pour la survie de Poulet Neige. «*Le projet a été sauvé par la générosité des gens*», affirme Madame Finck-Beccafico. «On travaille tous assez bénévolement dans ce projet. Les dons, ça nous permet de maintenir en vie la plateforme. On ne pourrait pas continuer aujourd'hui si on n'avait pas les dons», renchérit celle qui est également membre d'un groupe de musique émergent, About, dont le dernier album est disponible dans la Liste de Noël 2015.

Pour mettre en place la Liste de Noël, Barbara a collaboré avec Pierre-Alexandre Poirier-Guay, un musicien qu'on retrouve dans la Liste de Poulet Neige comme membre du groupe Dimitri. Barbara et Pierre-Alexandre travaillent de septembre à décembre pour créer leur catalogue musical.

Cette année, les deux musiciens ont écouté 400 albums pour ensuite en sélectionner 80, qui ont été mis à la disposition des internautes. Une belle façon de faire connaître des groupes talentueux qui sont pour certains encore dans l'ombre. «*Quand quelqu'un choisit un album en particulier dans la Liste, les artistes ont le courriel de l'utilisateur. Cela leur permet de transmettre des nouvelles à cette personne-là, puis ils bénéficient de la promotion, d'une vitrine.*»

Le reste de l'année, Poulet Neige offre gratuitement des consultations pour les artistes qui ont besoin d'information sur l'industrie de la musique.

L'Atelier

COP21

La SAT au Sommet

CATHERINE LAMOTHE

La Société des arts technologiques (SAT) joint sa voix au sommet de Paris sur le climat (COP21) en y présentant trois œuvres à saveur environnementale, dont un spectacle original.

Présenté mardi en première médiatique, le spectacle *Re-génération* a été élaboré spécialement pour le sommet, à la suite de la visite du président François Hollande et de la ministre Ségolène Royal à la SAT. «*D'emblée, ils ont aimé ce qu'on développait ici, alors on leur a présenté le synopsis de Re-génération*», explique la responsable aux communications de la SAT, Carolan Grégoire. D'une durée de 30 minutes, le spectacle est chapeauté par la comédienne Marie Brassard et se termine par une interprétation de L'Hymne à la beauté du monde par la chanteuse Diane Dufresne.

Les deux autres œuvres au programme du sommet avaient pour leur part déjà été présentées à Montréal, explique la responsable. Capsule *immersive, L'invention de l'horizon* est inspirée par la fonte des glaciers, tandis que l'installation audiovisuelle Entropia prend la forme d'une sculpture géodésique qui s'anime en fonction des effets sonores.

Selon Carolan Grégoire, chacune des œuvres amène le public à réfléchir et à remettre en question la façon dont l'humain influe sur son environnement. «*C'est une façon pour nous à la SAT de participer au discours écologique à travers les arts numériques, avance-t-elle. Chacun des artistes qui a collaboré aux œuvres a une sensibilité particulière aux enjeux environnementaux.*»

Les trois œuvres seront au programme de la COP21 jusqu'au 13 décembre. Le spectacle Re-génération aura toutefois une seconde vie, puisqu'il sera présenté à la SAT à partir du 12 janvier. «*On n'écarte pas la possibilité de le présenter à nouveau lors d'événements internationaux, mais rien n'a vraiment été discuté pour le moment*», précise Carolan Grégoire.

L'Atelier

Ingrid Falaise lance un SOS

La comédienne Ingrid Falaise, auteure du roman «Le Monstre» qui raconte sa relation avec un homme violent, devient la porte-parole de l'organisme SOS violence conjugale. Elle prête son visage et sa voix dans une série de quatre messages vidéo pour sensibiliser les Québécois à ce problème qui touche un couple sur dix, selon SOS violence conjugale. Ces vidéos mettent en perspective la violence qui peut s'installer dans un couple. SOS profite de la semaine des 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes afin de déployer sa première campagne de sensibilisation depuis plusieurs années.

L'Atelier RF

THÉÂTRE

Chapeau Buissonneau!

Le Théâtre du Quat'sous fête ses 60 ans

MARIE-JOSÉE PAQUETTE-COMEAU

Quat'sous l'insolent, Quat'sous l'avant-gardiste. «Le petit grand théâtre» comme l'appelle affectueusement le metteur en scène, Wajdi Mouawad, a traversé le temps sans trahir l'esprit de son créateur, Paul Buissonneau. Avec le Théâtre du Quat'sous, «Picolo» Buisonneau a mis un théâtre à la portée des jeunes comédiens afin de proposer, à Montréal, une scène de la relève.

Six décennies plus tard, le théâtre soulève toujours les passions en offrant aux Montréalais des œuvres audacieuses soutenues par les artistes émergents.

«*La relève des jeunes acteurs, les jeunes metteurs en scène se retrouvaient au Quat'sous*», explique Denise Guilbault, directrice artistique de l'École Nationale de Théâtre. Celui qu'elle qualifie du plus grand directeur artistique que le théâtre du Quat'sous n'ait jamais connu, Pierre Bernard, était un grand découvreur de talents. «*On a rarement vu un théâtre qui brossait aussi large qu'à l'époque de Pierre Bernard, tant au niveau de la dramaturgie que des gens*».

Rituel de passage

Directeur artistique du Théâtre du Quat'sous de 1988 à 2000, Pierre Bernard est l'un des instigateurs des Auditions générales du Quat'sous. Ce rendez-vous annuel convoque les finissants des écoles de théâtre et les leaders du milieu culturel montréalais à une rencontre dont l'objectif est de présenter les jeunes comédiens aux professionnels du milieu théâtral.

«*C'était stressant et excitant à la fois. Après seulement une scène, j'avais déjà un appel d'un agent de casting sur mon répondeur*» raconte Maude Campeau, comédienne et diplômée de l'École Nationale de Théâtre. Bien que cette situation ne soit pas le cas pour tous les comédiens, Denise Guilbault voit ces auditions comme une consécration. «*Au-delà d'être vu, c'est un symbole, ils entrent dans la grande famille du théâtre*», relate la directrice artistique

YANICK MACDONALD THÉÂTRE QUAT'SOUS

Depuis 1985, 2294 finissants des écoles de théâtre ont participé aux Auditions générales du Quat'sous, selon Nouveau projet et le Théâtre du Quat'sous.

Un symbole important pour les comédiens selon Maude Campeau. L'année où la comédienne a fait ses auditions, le Théâtre du Quat'sous était en rénovation. Ils ont donc auditionné dans le sous-sol d'un centre communautaire. «*On était très déçus. Tu sais, tu attends les auditions du Quat'sous. C'est mythique le Quat'sous*» dit la comédienne.

Place à la relève

Que les jeunes soient au cœur du Théâtre du Quat'sous était l'objectif du fondateur Paul Buisonneau. C'est en 1965, après 10 ans de nomadisme avec la troupe de théâtre du Quat'sous, que la compagnie achète une synagogue en vue d'en faire son théâtre. Le 3 décembre 1965, avec ses comparses Yvon Deschamps, Louise Latraverse, Claude Léveillé et Jean-Louis Millette, Paul Buisonneau présente, dans un petit théâtre chaleureux, la pièce La Florentine de Jean Canole.

«*Le Quat'sous est un théâtre branché sur son époque*», mentionne Denise Guilbault. Le spectacle mythique Osstidcho (1968) restera l'un des événements culturels ayant le mieux incarné les valeurs de la société québécoise de son époque. Une époque où le Quat'sous présentait des pièces de Michel Tremblay presque chaque année. «*On n'avait jamais entendu parler de nous. On voulait entendre parler de nous par nous*», indique la directrice artistique.

S'en suit une ouverture sur la dramaturgie anglo-saxonne avec Pierre Bernard, devenu directeur artistique à la fin des années 80. Un théâtre cru, direct, risqué se joue sur les planches du Quat'sous. Pierre Bernard ose offrir à des créateurs établis comme Denys Arcand, Micheline Lanctôt et Michel Tremblay la possibilité de réaliser leur première mise en scène. Téméraire et effervescent, le Théâtre du Quat'sous ne perd rien de sa vitalité. Une ouverture sur le monde qui s'agrandit à partir des années 2000 avec la présence de Wajdi Mouawad qui en devient le directeur artistique. Il enflamme la critique avec Incendies, un succès repris au cinéma par Denis Villeneuve. Éric Jean, le successeur de Mouawad, pousse encore plus loin l'ouverture en offrant un lieu de création à la diversité culturelle.

Le Théâtre du Quat'sous a déménagé en 2009 à la suite de rénovation, mais n'a rien perdu de sa folie. Il célèbre cette année son 60ème anniversaire. Pour marquer l'événement, le Théâtre propose La Fête Sauvage, une mise en scène de Véronique Côté. Il nous propose un cabaret musical où les textes et les chansons célébreront les notions de pays, de territoire et d'appartenance. La pièce proposera aux spectateurs de venir sur scène aux entractes pour acheter leur boisson. Surprenant, le Théâtre du Quat'sous, le restera.

L'Atelier

CONCERTO POUR PETS DE SŒUR

JEAN-PHILIPPE PROULX L'ATELIER

L'ensemble vocal *La cuisine en chansons* de Sœur Angèle s'est produit hier en fin de journée à la Station Berri-UQAM. Accompagnée de membres de la Société des chefs cuisiniers et pâtissiers du Québec (SCCPQ Région de Montréal), Soeur Angèle amassait des fonds pour les plus démunis.

ACTUALITÉS

SOMMET DE PARIS

SUITE DE LA PAGE 1

dans la conférence, qui réunissait 12 chefs d'État africains, des représentants de plusieurs gouvernements et d'autres institutions internationales. *«Une part très substantielle de notre effort bénéficiera à l'Afrique, et notamment à l'électrification du continent, sans même attendre 2020»*, a déclaré le président français.

Par ailleurs, Paris a promis de tripler ses engagements en matière de lutte contre la désertification et d'adaptation aux changements climatiques pour qu'ils atteignent 1,4 milliard de dollars d'ici 2020. Cet argent doit être consacré *«prioritairement»* à la préservation du fleuve Niger et du lac Tchad ainsi qu'au développement de la Grande Muraille verte au Sahel, selon les dires du président.

L'objectif est de réhabiliter les sols pour qu'ils retrouvent une capacité de stockage de CO_2, de lutter contre la désertification, d'enrayer l'exode des populations et de produire de la nourriture. Ces projets répondent aussi aux choix stratégiques de la France au Sahel, où elle est engagée dans la lutte contre le terrorisme.

Les discours d'encouragement des chefs d'État ont cédé la place mardi au travail de fourmi des négociateurs, avec pour mission de réconcilier maximalistes, minimalistes et tenants d'une ligne dite raisonnable. Des pays particulièrement affectés par les changements climatiques dont le Pakistan et des États insulaires réclament une cible de 1,5 degré d'augmentation par rapport à l'ère préindustrielle. Il s'agit d'un objectif plus ambitieux que celui des 2 degrés d'augmentation sur lequel planchent actuellement les pays présents à la conférence.

«Le chiffre de 2 degrés est apparu comme un objectif politique raisonnable [sur lequel un accord international est possible]», souligne le climatologue Serge Planton, qui dirige la recherche sur le climat à Météo France.

«Nous voulons rappeler à toutes les parties que plus de 100 d'entre nous pensent que l'objectif de 2 degrés est inadéquat et qu'il devrait être porté à 1,5 degré», a néanmoins plaidé un représentant de l'Angola, mardi, en session plénière.

Cette option risque toutefois de se buter à la position favorable aux énergies fossiles de certains pays influents. L'Inde s'était entre autres prononcée la veille en faveur du *«droit de croître»* des pays émergents. Le premier ministre indien, Narendra Modi avait plaidé pour l'utilisation de tout moyen pour y advenir, soit les sources d'énergie à sa disposition, notamment le charbon.

L'Atelier

AIDE À MOURIR

SUITE DE LA PAGE 1

Véronique Hivon était d'ailleurs fière de préciser en point de presse mardi que *«cet esprit non partisan qui nous [les partis politiques de l'Assemblée nationale] a guidé depuis les tous débuts, ce front commun, cette unicité, demeure.»*

«Nous sommes dans une situation désolante. Le Québec a fait de profondes réflexions, on s'est gratté les consciences, on est arrivé avec une loi qui est bien ficelée, et on pensait qu'elle pourrait servir de pierre d'assise pour les autres provinces qui n'ont pas encore tout à fait cheminé», appuie avec ferveur le vice-président de l'AQDMD.

Pendant ce temps, des familles et patients malades sont dans un néant, dans un entre-deux. *«Il y a des gens qui sont là et qui attendent après ça, il y a des gens qui attendent cette décision-là avant de décider de s'en aller en Suisse, par exemple, pour accéder à des soins de fin de vie! On surnage dans des préoccupations strictement juridiques, pendant qu'il y a des gens qui attendent»*, revendique le Dr Marc Boulanger.

Espoir ou non?

Le Dr Marc Boulanger a fait parti d'un recours collectif québécois contre les compagnies de tabac, mis en place en 1998. Ce n'est qu'en 2015 qu'un jugement a été rendu. Se basant sur son expérience personnelle, Monsieur Boulanger a l'impression qu'il y aura plusieurs épisodes et retards avant l'application officielle de la Loi québécoise sur l'aide médicale à mourir.

«Ce qui m'inquiète, c'est que ce délai-là va apporter d'autres délais, au cours desquels on arrive finalement à tellement de barrières à franchir [...] que finalement, le pauvre mourant qui veut mourir vite, vous allez devoir le comparer à un coureur dans les courses à obstacles», se désole le docteur.

Véronique Hivon, pour sa part, reste droite et optimiste. Elle se désole qu'il y a en ce moment même des gens malades, des familles et des professionnels de la santé qui écopent et qui se sentent *«excessivement trahis de ce qui se passe»*, a-t-elle soutenu mardi en point de presse.

Le docteur et vice-président de l'AQDMD Marc Boulanger continuera de faire de la Loi son champ de bataille. *«C'est une question vraiment importante, c'est une question existentielle, on se fait malheureusement enfarger par le fédéral»*, ajoute-t-il.

L'Atelier avec La Presse canadienne

COMMUNAUTAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

«Les organismes avec qui on travaille se tournent de plus en plus vers nous parce qu'ils souffrent des coupes, rapporte Julie Bourbonnière, directrice des communications chez Moisson Montréal. On est touchés indirectement et on le ressent.»

L'austérité augmente la demande de ces services déjà saturés par un manque de financement. *«Le gouvernement doit arrêter de faire croire à la population que les services ne sont pas touchés! De plus en plus nombreuses sont les personnes qui cognent aux portes des organismes communautaires»*, souligne dans un communiqué Mercédez Roberge, co-porte-parole de la campagne Je soutiens le communautaire qui regroupe tous les groupes du secteur de la santé et des services sociaux du Québec.

Le gouvernement n'a pas actualisé son programme de financement depuis 1973.

Pour soutenir les 3000 organismes du domaine de la santé et des services sociaux, le gouvernement ne prévoit dans son budget 2015-2016 que 1 % de croissance. Or, ce montant ne couvre même pas l'Inflation. *«Disons les choses clairement, il s'agit d'une mesure d'austérité puisque ce 1 % d'indexation ne permet pas aux organismes de couvrir la hausse des frais qu'ils doivent assumer. Ils s'appauvrissent en plus d'être déjà éprouvés par un sous-financement chronique»*, affirme Mercédez Roberge.

La subvention médiane accordée à un organisme local, régional ou national est d'environ 85 000 $, intégrant des organisations ayant des infrastructures et des réalités très différentes. Selon Madame Roberge, le tiers des groupes ne dispose toujours pas d'une subvention suffisante, ne serait-ce que pour louer un local et embaucher une personne ou deux.

Selon la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires, à l'origine de la campagne Je soutiens le communautaire, le manque à gagner des 3000 organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux est estimé à 225 millions de dollars par année.

Le ministre des Finances Carlos Leitao affirmait en octobre que les organismes communautaires pourraient s'occuper des services et programmes que l'État souhaite délaisser. La Commission de révision permanente des programmes (Commission Robillard) recommande d'évaluer qui, des entreprises, des organismes communautaires ou de l'État, est le plus apte à offrir le service le plus performant à meilleur coût. *«Nous nous opposons fermement à cette recommandation qui invite l'État à se désengager de ses responsabilités pour faire des économies, affirme dans un communiqué Mercédez Roberge. Les expériences passées nous le démontrent: pour assurer qualité et accessibilité, les services publics et les programmes sociaux doivent être dispensés par l'État»*.

L'Atelier

BRIAN SOLIS FLICKR

Dans une lettre à sa fille, le nouveau papa Zuckerberg lui annonce qu'il dédiera presque toute sa fortune à promouvoir l'égalité pour la nouvelle génération et l'accès à Internet.

Mark Zuckerberg donnera 99% de ses actions à sa fondation

CATHERINE LAMOTHE

Le patron-fondateur de Facebook, Mark Zukerberg, a annoncé mardi la naissance de son premier enfant et le don de 99 % de ses actions à sa fondation.

C'est via son propre réseau social que le patron de Facebook et son épouse Priscilla Chan ont dévoilé la nouvelle, dans un texte intitulé *«Lettre à notre fille Max»*, accompagné d'une photographie de famille. Le couple y annonce notamment la création de leur fondation, la Chan-Zukerberg Initiative, à laquelle il léguera 99 % de leurs parts au cours de leur vie, pour une valeur approximative de 45 milliards de dollars.

«Tu nous as déjà donné une raison de réfléchir sur le monde dans lequel nous espérons que tu vivras», écrit le couple à l'intention de leur fille Maxima. La fondation Chan-Zukerberg aura comme objectif de promouvoir l'égalité pour la nouvelle génération, notamment en favorisant l'apprentissage personnalisé et l'accès aux connaissances et à Internet. *«Nous savons que c'est une petite contribution comparée à toutes les ressources et aux talents de ceux qui travaillent déjà sur ces questions. Nous voulons faire ce que nous pouvons, en travaillant avec beaucoup d'autres»*, poursuit le couple.

«Je resterai PDG de Facebook pour encore de nombreuses, nombreuses années, mais ces problèmes sont trop importants pour les laisser attendre jusqu'à ce que tu ou nous soyons plus âgés pour commencer ce travail», écrit Mark Zuckerberg.

Le fondateur de Facebook prendra néanmoins deux mois de congé parental aux côtés de sa fille et de sa femme. En juillet dernier, il s'était confié sur la grossesse de Priscilla, dévoilant que le couple tentait depuis de nombreuses années d'avoir un enfant et que sa femme avait fait trois fausses couches.

L'Atelier

La rédaction de L'Atelier

***Chef des nouvelles**: Étienne Cournoyer*
***Chef de pupitre**: Étienne Lagueux-Barthe*
***Pupitreurs**: Marilou Muloin-Robitaille, Camille Lopez, Valérie Boisclair, Anaïs Brunelle, Nicholas De Rosa*
***Journalistes**: Alexandra Lord, Alexandre Graton, Anne-Charlotte Desjardins-Lopez, Carine Fortin, Guillaume Perreault, Laurianne Croteau, Marie-Josée Paquette-Comeau, Marilou Harvey, Vincent Larin, Aimée Lemieux, Geneviève Gélinas, Isabelle Bernier, Justine de l'Église, Sabrina Roy, Ariane Labrèche, Catherine Lamothe, Marianne Julien, Mariane Lajoie, Raphaëlle Forgues, Titouan Moal*
***Caricaturiste**: Isabelle Langlois*
***Chroniqueur**: Carl Sincennes*
***Éditorialiste**: Hadi Hassin*
***Photographes**: Jean-Philippe Proulx, Katerina Frédéric*